

Sommaire

Introduction	5
I- Le conflit interne au Yémen.....	7
A- L’historique du conflit.....	7
1) De l’Empire Ottoman à l’indépendance.....	7
2) La séparation entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud :.....	8
3) La guerre entre le Yémen du nord et le Yémen du sud : un processus de réunification difficile	10
B- Le conflit actuellement.....	11
II- Le Yémen: théâtre d’un affrontement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran ...	14
A- Les relations saoudo-yéménites et irano-yéménites.....	14
1) Relations entre l’Arabie Saoudite et le Yémen	14
2) Relations entre l’Iran et le Yémen.....	18
B- Les relations saoudo-iraniennes	18
1) Des antagonismes profonds.....	23
2) Des rivalités politiques.	23
3) Des rivalités confessionnelles... ..	25
4) Des conflits d’intérêts.....	25
C- Les enjeux à l’international	28
Conclusion	31
Lexique	33
Bibliographie	41
Annexes.....	50

Introduction

« Le monde est le corps et l'Iran en est le cœur
De cette comparaison l'auteur n'a point de honte. »

Ces vers du poète persan Nezami GHANJAVI résumant à eux-seuls l'ambition du géant iranien qui étend ses tentacules, chiites*¹ comme nucléaires, dans l'objectif de recouvrir la péninsule arabique. Nous assistons depuis quelques années à un clivage entre Téhéran et les pays voisins qui ne donnent pas leur bénédiction à l'avancée toujours plus galopante du chiisme. C'est notamment le cas de l'Arabie Saoudite qui, au-delà d'un passé historique secoué de tensions arabo-perses, se méfie de plus en plus de son rival iranien. Les deux puissances du Golfe aiguïsent aujourd'hui leurs ressentiments respectifs par Etat interposé.

Le Yémen, officiellement appelée République du Yémen est un pays géographiquement situé au sud-ouest de la péninsule arabique. Il occupe une position géostratégique importante au sein du monde arabe. Cette République islamique, présidée par Ali Abdallah SALEH*, a pris l'allure d'une guerre par procuration entre Riyad et Téhéran lorsqu'en Août dernier des rebelles zaydites* s'étaient infiltrés en territoire saoudien, tuant un garde-frontière et réveillant la colère de l'Arabie Saoudite ainsi que l'intérêt de l'Iran.

Par la présente étude, nous voulons dans un premier temps comprendre les tenants et les aboutissants de ce conflit en axant nos recherches sur l'histoire du Yémen et son actualité. Ce constat nous permettra de poursuivre nos analyses sur les intérêts de l'Arabie Saoudite et de l'Iran aux travers des tensions yéménites, mettant ainsi en relief de nombreux enjeux. Nous avons à l'issue d'une seconde partie analysé par le biais de l'actualité l'articulation du conflit entre les trois pays impliqués ainsi que les problématiques qu'il soulève.

¹ *Cf. lexique

I- Le conflit interne au Yémen

A- L'historique du conflit

1) De l'Empire Ottoman à l'indépendance

Le Moyen-Orient fait partie de la civilisation arabo-musulmane qui connut l'âge d'or des Empires omeyyade* (661-750) et abbaside* (750-1258). Après la prise et la destruction de Bagdad en 1258, cette civilisation connaît les guerres intestines. Ce n'est qu'à partir du 15^{ème} siècle que l'unité arabe se reconstruit au profit de l'Empire ottoman. La République du Yémen a subi les mêmes bouleversements. Comme l'illustre sa devise « Allah, la Patrie, la Révolution », le Yémen est un pays arabo-musulman. En 628, le Yémen devient une province de l'empire abbasside après que son gouverneur perse se soit converti à l'islam. Il fait partie de « l'Arabie heureuse »² (Arabia felix), le plus puissant royaume sudarabique de la reine de Saba^{3*}. En effet, cet empire tire ses richesses grâce au contrôle des grandes routes commerciales maritimes et sert d'intersection entre l'Occident chrétien et l'Inde, l'Afrique subsaharienne et l'Extrême-Orient. Le Yémen devient une province où s'implante le chiisme^{4*} (branche zaydite*) à la fin du IX^{ème} siècle. Un imam* est désigné par les tribus du nord et fonde la dynastie zaydite qui durera de 893 à 1962. Dans le sud du pays, la dynastie rasoulide règne du XIII^{ème} au XV^{ème} et impose le sunnisme*.

Dès le XVI^{ème} siècle, au temps des grandes découvertes et après de longues querelles intestines entre imans et tribus, le Yémen subit la domination étrangère. Les Portugais tentent d'y établir des comptoirs mais ils échouent. A l'inverse, l'Empire ottoman⁵ est à son apogée et réussit à prendre son contrôle qui durera plus d'un siècle. A partir de la Turquie actuelle, celui-ci englobe la partie balkanique de l'Europe et presque tout le Maghreb et le Moyen-Orient. Il occupe la partie sud du Yémen de 1530 à 1630 puis cédera ce territoire aux zaydites. Les zaydites perdent petit à petit leur pouvoir, le pays s'émiette et se constitue ainsi de petits émirats.

Ayant perdu le monopole de la position géostratégique à cause du détournement des routes commerciales par l'Afrique, l'Empire ottoman a pour but de récolter les impôts de ses provinces et souscrit même des emprunts aux Occidentaux. Ces derniers utilisent ce prétexte pour pénétrer militairement dans l'Empire ottoman et mettre sous tutelle certaine de ses régions.

² Cf.: voir annexe n°1

³ Cf.: voir annexe n°2

⁴ Cf.: voir annexe n°3

⁵ Cf.: voir annexe n°4

2) La séparation entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud⁶ :

En 1839, les Britanniques prennent le contrôle d'Aden, une ville située aux bords de l'Océan indien qui sert d'escale sur la route des Indes.

En 1849, l'Empire ottoman revient au Yémen, à Hodeïda. Les Turcs renforcent leur présence après l'ouverture du canal de Suez⁷ en 1869 car ce dernier leur permet d'acheminer des troupes. Dès lors, l'Empire ottoman commence la conquête du Yémen intérieur.

En 1873, les Britanniques signent des traités de protection avec des cheikhs* aux environs d'Aden et ils fortifient la ville, celle-ci dépend directement de Bombay. Ces traités excluent toutes les influences extérieures sur la région. De 1880 à 1890, les Britanniques contrôlent le territoire qui s'étend de l'île de Socotra à l'Hadramaout. Ils y établissent deux protectorats, le sultanat de Lahedj (« West Aden Protectoral ») et le sultanat de Moukalla (« East Aden Protectorale »). De ce fait, ils contrôlent le territoire qui formera à l'avenir le Yémen du Sud.

Ces deux sphères d'influence, britannique et turque, se précisent et les deux puissances signent un accord en 1905 qui trace la « Violet Line » qui établit la frontière au nord-ouest d'Aden. En 1911, l'Empire ottoman reconnaît l'autonomie de l'imam zaydite YAHYA qui est au pouvoir depuis 1904. Après la première guerre mondiale en 1918, le démantèlement de l'Empire ottoman laisse place au morcellement politique du Moyen-Orient. Les Turcs se retirent du Yémen et la « Violet Line » sert de frontière entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud.

- Le Yémen du Nord :

En 1918, l'imam Muhammad Hamid ed-din YAHYA crée le royaume mutakkilite du Yémen. Ce royaume est indépendant et reconnu par l'Italie après la signature de traités. Il tente d'unifier le pays et entre en conflit avec Ibn SAOUD*, le représentant de l'Arabie Saoudite qui souhaite s'approprier l'Assir respectivement en 1920 et en 1926.

Après sa défaite en 1934, il doit reconnaître la souveraineté saoudienne sur la région de l'Assir par le traité de Taëf* qui est renouvelable tous les vingt ans. En 1919, il refuse l'accord proposé par les Britanniques et poursuit le conflit jusqu'en 1928. Après sa défaite face à l'Arabie Saoudite en 1934, il abandonne aussi ses revendications territoriales sur Aden. Il règne de façon à renforcer son pouvoir personnel et suscite ainsi l'hostilité des tribus et des notables. Un début d'opposition de la part des émigrés yéménites apparaît au Caire.

En 1948, il est assassiné et son fils AHMAD lui succède. Celui-ci gouverne depuis la région de Taïz. Il ouvre le pays aux influences extérieures en acceptant un lien fédéral avec l'Egypte dans le cadre de la République arabe unie de 1958 à 1961. Il engage une politique de modernisation.

⁶ Cf : voir annexe n°5

⁷ Cf : voir annexe n°6

Après sa mort, un coup d'Etat militaire soutenu par l'Egypte renverse l'imam qui lui succède le 27 septembre 1962, ce dernier se réfugie en Arabie Saoudite. La monarchie chiite est abolie et la République arabe yéménite est proclamée, celle-ci est dirigée par les sunnites.

Sept ans de guerre civile vont alors opposer les républicains, composés des officiers formés en Egypte, des citadins et de la majorité des sunnites, ainsi que des royalistes, qui comprennent l'imam Badr, le fils d'AHMAD, les notables traditionnels et les tribus zaydites. L'Egypte de NASSER* envoie pendant cinq ans un corps expéditionnaire pour soutenir les républicains, et l'Arabie Saoudite soutient quant à elle financièrement les royalistes. Les troupes égyptiennes ne contrôlent que le littoral et la région du Taïz tout comme les Britanniques avant eux. Après la guerre des Six jours⁸ en 1967, les Egyptiens se retirent. Le conflit ne s'arrêtera qu'après la victoire totale des zaydites modérés. En 1970, une nouvelle Constitution est promulguée et l'Arabie Saoudite reconnaît la République du Nord, mais il ne s'agit que d'un régime fragile contrôlé par les tribus. La République arabe du Yémen est un régime dominé par l'armée présidé en 1978 par le colonel Ali Abdallah SALEH*.

- Le Yémen du Sud :

Les Britanniques sont basés dans la région du port d'Aden qui forme un hinterland* britannique. Ils coopèrent avec les principautés alentours et souhaitent créer une Fédération d'Arabie du Sud en transformant leurs deux protectorats. Cependant plusieurs sultanats refusent d'y adhérer. En 1963, les Britanniques doivent faire face à une rébellion tribale soutenue par un mouvement nationaliste fondé la même année par le Front National de Libération (FNL). En 1966, les Britanniques annoncent qu'ils se retireront dans les deux prochaines années et veulent pendant ce temps consolider la Fédération d'Arabie du Sud.

Après deux années de violents combats, le FNL contrôle la majorité des sultanats et des émirats, il oblige le gouvernement de la fédération à démissionner. Les Britanniques sont contraints de lui céder le pouvoir le 29 novembre 1967. Le lendemain, la République populaire du Yémen du Sud est proclamée.

En pleine période de guerre froide (1969), suite à des élections, la gauche du FNL l'emporte. En 1970, le président Salim Ali RUBAYYI* instaure un régime marxiste : la République Démocratique Populaire du Yémen, le seul de toute la péninsule arabique. Il engage une politique de réforme agraire et administrative avec une laïcisation de la société. Ses décisions soulèvent une forte opposition de la part des tribus et des milieux religieux, soutenus par l'Arabie Saoudite.

RUBAYYI met en place une politique agressive par rapport au Yémen du Nord bien qu'il se rapproche de l'Arabie Saoudite en 1976. Ces décisions contradictoires le rendent minoritaire au sein du FNL et il est renversé en juin 1978 par un soulèvement militaire avant d'être exécuté.

⁸ Guerre éclair en 1967, Israël attaque l'Egypte.

En 1979, la République Populaire Démocratique du Yémen signe avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) un traité d'amitié et de coopération. En octobre 1980, Muhammad Ali NASIR s'impose à la tête de l'Etat. Marxiste partisan de l'URSS, il s'efforce néanmoins de rompre l'isolement diplomatique du pays. Le parti socialiste yéménite, un parti unique se réclamant du marxisme-léninisme, remet en cause cette décision et s'oppose au chef d'Etat qui doit s'exiler. Abou Bakr AL-ATTAS* lui succède et bien qu'il soit soumis à la pression du gouvernement soviétique, il réussit à mettre en œuvre le rapprochement avec le Yémen du Nord jusqu'à la réunification de 1990.

3) La guerre entre le Yémen du nord et le Yémen du sud : un processus de réunification difficile :

La réunification est mise en œuvre par l'affrontement militaire. Le conflit armé débute en 1972 entre les deux Yémen et il durera de septembre à octobre de la même année. Mais il est aussitôt arrêté par un traité lors de la conférence du Caire qui marque le commencement d'un processus d'union. Cependant ce traité reste sans effet après l'assassinat du président de la République en 1978 qui provoque la rupture des relations diplomatiques. En mars 1979, une guerre est déclarée contre le Yémen du Sud.

Le président de la République Arabe du Yémen Ali Abdallah SALEH, élu en 1978, fait appel à l'aide militaire de l'Union Soviétique en 1980 et ignore les pressions de la part de l'Arabie Saoudite et des Etats-Unis d'Amérique. En 1981, il obtient d'Aden la réduction de son aide aux partisans du Front National Démocratique (FND) qui participent à la guérilla dans le Sud. En 1983, une paix des braves est signée et le FND admet sa défaite. Ali Abdallah SALEH est réélu président de la République Arabe du Yémen en mai 1983 et en juillet 1988. En 1989, un accord est signé avec le Yémen du Sud et contribue à la réunification le 22 mai 1990.

Cependant cette réconciliation s'avère être difficile. Une période de transition est mise en place pour préparer les élections d'avril 1992. Le Congrès Général Populaire (CGP) et le Parti Socialiste Yéménite (PSY), qui régnaient respectivement au Nord et au Sud, se répartissent le pouvoir au sein du Conseil présidentiel et du Parlement. La mise en pratique de ce fonctionnement est difficile à appliquer, par exemple l'armée, les compagnies aériennes ou encore les services de télévision ne fusionnent pas. La nouvelle structure gouvernementale ne parvient pas à faire respecter son autorité au profit de l'ordre tribal. Ces dysfonctionnements suscitent des émeutes et même des attentats. Les élections législatives ont néanmoins lieu le 27 avril 1993 et marquent le début d'un processus de démocratisation.

Un gouvernement de coalition est instauré. Il est composé de trois partis, le Congrès Général Populaire qui possède 121 sièges au Parlement, le Rassemblement Yéménite pour la Réforme (le parti islamiste) qui possède 62 sièges et le Parti Socialiste Yéménite possédant quant à lui 56 sièges. La Constitution est réformée et de nouvelles institutions sont mises en place.

Le 22 mai 1990, la République Arabe du Yémen et la République Populaire Démocratique du Yémen fusionnent pour devenir un Etat unique : la République du Yémen gouvernée par le président Ali Abdallah SALEH. Un accord de réconciliation à Amman en Jordanie est signé le 20 février 1994.

Du 21 mai au 7 juillet 1994, l'ancien Yémen du Sud, démographiquement minoritaire avec 3 millions de Sud-Yéménites, déclare son indépendance en tant que République commune sous le nom de la République Démocratique du Yémen. Mais cette tentative échoue, les troupes nordistes contrôlent Aden le 5 juillet et chassent les sudistes.

La déclaration de sécession promulguée par le vice-président Ali Sadem AL-BAÏD est considérée comme illégitime par le président Ali Abdallah SALEH et ravive les tensions entre le Nord et le Sud. Plusieurs pays arabes interviennent alors et portent le conflit devant le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU)*.

De plus, le président SALEH est confronté à une crise politique après la démission de son premier ministre Faraj Ben GHANEM. Il confie alors la formation d'un nouveau gouvernement à Abdel Karim AL-IRIANY.

B- Le conflit actuellement

Le Yémen est le pays le plus pauvre du Moyen-Orient. Plus de 40% de la population vit dans la misère, avec moins d'un dollar pour vivre par jour⁹. D'après le classement du développement humain fait par l'ONU, le Yémen se situe au 138^{ème} rang sur 179 pays classés.

C'est un pays chargé d'histoire qui a dû faire face aux guerres, à l'occupation, à la misère, et aux conflits internes.

Le Yémen est aujourd'hui déstabilisé par deux conflits que se déroulent en même temps dans le pays.

Dans le Sud, le gouvernement d'Ali Abdallah SALEH tente de calmer le sentiment sécessionniste qui monte.

Au Nord-est, dans la région de Saada¹⁰, l'insurrection de la minorité houthiste* est source de tensions avec le gouvernement et le pays voisin, l'Arabie Saoudite.

Le pays est ainsi plongé dans une guerre civile qui oppose le gouvernement yéménite et une partie indépendantiste de la population.

⁹ Données de l'Organisation des Nations Unies.

¹⁰ Cf. voir annexe n°7

La révolte rassemble aussi bien les proches d'Ali Salem AL-BID*, ancien président du Yémen Sud, que les potentats locaux, et les groupuscules liés à Al-Qaïda*.

La région située près de la ville de Saada est le théâtre de violents conflits, depuis 2004, entre les rebelles houthistes et le gouvernement yéménite. La révolte des Houthis est baptisée l'Intifada de Saada. Ces rebelles souhaitent leur indépendance et prônent leur identité religieuse zaydite, qui diffère de celle du reste du pays qui est majoritairement sunnite. Ils estiment être menacés par le salafisme* de l'islam sunnite présent dans le pays, et ignorés par la politique de leur gouvernement, alors qu'ils doivent faire face à la misère. En effet, le Sud du pays concentre 80% des richesses pétrolières et gazières du pays. Les seules ressources pétrolières présentes dans la région Nord, occupée par la minorité houthiste, ont été complètement exploitées par le groupe pétrolier Total*. De plus, en 1994, après la réunification de la République du Yémen, le gouvernement du président SALEH fut accusé d'avoir exproprié une grande majorité des terres pour les offrir à ses proches, privant ainsi la population des ressources de son pays.

De son côté, le gouvernement accuse les rebelles houthistes de vouloir restaurer l'imamat zaydite disparu en 1962 lors de la révolution républicaine. Bien que le président SALEH soit zaydite, il prône l'uniformisation de l'identité religieuse dans son pays, c'est-à-dire une identité religieuse sunnite étant donné que la plupart de la population appartient à cette branche de l'islam.

Malgré la médiation du Qatar en 2007 et le cessez-le-feu annoncé en Juillet 2008, les relations internes du Yémen ne se sont pas améliorées. Le conflit a repris au cours du mois d'Août 2009 suite à l'intrusion de rebelles zaydites en territoire saoudien.

Le gouvernement yéménite a répondu par la force à ce soulèvement en créant une armée populaire. Il prétend maintenir l'unité du pays et lutter contre le terrorisme, et plus particulièrement contre les Houthis soupçonnés appartenir à Al-Qaïda. Les membres de cette organisation terroriste souhaitent réunir toutes les personnes aspirant à rétablir l'indépendance et l'unité de leur région.

Le président SALEH a annoncé qu'il était ouvert au dialogue tant que celui-ci ne concernait pas l'indépendance des Houthis.

Depuis 2004, le conflit a engendré le déplacement de plus de cinquante-cinq mille yéménites, et a causé des centaines de morts.

La violence du conflit s'est aggravée à cause de sa « tribalisation ». Les tribus Hached et Bakil, présentes dans la région de Saada, se sont toutes les deux engagées dans le conflit. La tribu Hached apporte son soutien au gouvernement yéménite alors que la tribu Bakil soutient les rebelles houthistes. L'intervention de ces tribus explique également l'extension de la zone de conflit.

Afin d'attirer l'attention de la communauté internationale, le gouvernement affirme que les Houthis ont le soutien de l'Iran, et qu'ils souhaitent établir un « arc chiite »¹¹ au Moyen-Orient. Craignant la prédominance de son ennemi iranien, l'Arabie Saoudite apporte son aide à la répression du gouvernement. Le pays prétend vouloir lutter contre les membres d'Al-Qaïda et prétexte la présence d'immigrés yéménites clandestins sur son territoire.

La frontière entre le Yémen et l'Arabie Saoudite est soumise à de fortes pressions. Certains yéménites se sont réfugiés dans le pays voisin afin de fuir les attaques sur leur propre territoire. Des camps de réfugiés se sont ainsi formés près de la frontière du côté de l'Arabie Saoudite¹².

Mais le rôle de l'Arabie Saoudite demeure obscur. Le pays apporte son aide aux réfugiés yéménites dans son pays, tout en alimentant le conflit interne.

D'après des déclarations des Nations Unies, l'Arabie Saoudite aurait permis l'évacuation de centaines de villages de civils. L'armée saoudienne apporte son aide militaire au gouvernement de SALEH et approvisionne également en armes la tribu Hached du Nord puisqu'elle soutient le régime de Sanaa.

L'Arabie Saoudite souhaite faire bonne impression auprès de la communauté internationale en luttant contre Al-Qaïda, dans les pays autres que le sien. Pour cela, l'armée a déployé des moyens militaires conséquents, comme des raids aériens permettant de bombarder tous les rebelles tentant de passer la frontière. Elle veut aussi déstabiliser son ennemi iranien, qui soutient les houthistes en les armant et les entraînant.

Dans le même temps, en alimentant le conflit, le gouvernement saoudien souhaite reprendre le contrôle de sa frontière avec le Yémen.

De plus, des intérêts économiques avec le Yémen s'ajoutent aux tensions internes dans le pays. Comme notamment le trafic de carburant et d'armement vers l'Arabie Saoudite et la Corne de l'Afrique.

La commission des Nations Unies a demandé une enquête concernant les actions menées par le gouvernement yéménite sur les indépendantistes du nord du pays.

¹¹ Citation de Pierre BERNIN dans le Monde Diplomatique

¹² Cf. voir annexe n°8

II- Le Yémen: théâtre d'un affrontement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran

A- Les relations saoudo-yéménites et irano-yéménites

1) Relations entre l'Arabie Saoudite et le Yémen

Pour comprendre le point de départ des relations saoudo - yéménites il est nécessaire de faire un parallèle avec la situation de l'Arabie Saoudite au XVIIIème siècle.

L'Arabie Saoudite a fortement été influencée par une alliance théologique et politique entre la dynastie des AL SAOUD¹³ et celle du « grand réformateur puritain »¹⁴ Mohammad Ibn Abdel WAHHAB* (1703-1792), dont les « Al Ach Cheikhs¹⁵ » sont les descendants, ceux que nous connaissons aujourd'hui.

En 1740 Mohamed Ibn Abdel WAHHAB aspire à restaurer l'islam sunnite dans sa pureté première à travers le wahhabisme. Cette aspiration consiste en un rejet de toutes les branches non sunnites de l'islam et condamne les innovations qu'il juge dangereuses ainsi que le culte des saints. Le réformateur religieux WAHHAB décide de s'allier avec Mohammed Ibn SAOUD qui à l'époque était émir local d'Arabie Saoudite. Mohamed Ibn SAOUD doté de compétences politiques ainsi que sa descendance vont faire en sorte de supprimer toute pensée qui pourrait sortir du cadre du wahhabisme. En contrepartie les wahhabites s'engagent à soutenir la politique de la famille AL SAOUD.

Tous deux cherchent à faire triompher « fût-ce par les armes, le règne de la parole de Dieu »¹⁶. Malgré le démantèlement de cette union en 1818, le wahhabisme va reprendre de l'ampleur lors de la montée en puissance de l'Arabie Saoudite au début du XXème siècle. C'est alors que la dynastie des AL SAOUD va entreprendre l'extension de son territoire par des conquêtes soutenues par les wahhabites.

Ces conquêtes débutent en 1921 lorsque Ibn SAOUD décide d'envoyer Fayçal Ibn ABDELAZIZ* (1904-1975) 4^{ème} fils de Ibn SAOUD en tant que chef d'une armée, le but étant de conquérir l'Assir¹⁷.*

A cette époque, l'imam zaydite Yahya Muhammed HAMID ED-DIN à la tête du Yémen craint que les Saoudiens cherchent à conquérir d'autres territoires surtout après la conquête du Hedjaz¹⁸ (1924-1926).

¹³ Cf. Annexe n°9

¹⁴ David RIGOLET-ROZE, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Paris, éditions Armand Colin, 2005, p.21.

¹⁵ « Descendants du maître »

¹⁶ DUGOT Philippe et al. *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris : Nathan, 2009, p 339

¹⁷ Cf. Annexe n°10

¹⁸ *Id.*

Une guerre par procuration entre l'Arabie Saoudite et l'Iran

Après de multiples incidents, en Mars 1934 Ibn SAOUD lance ses troupes à la conquête du Yémen. L'objectif de cette attaque outre les divergences religieuses (wahhabites /zaydites) et les querelles frontalières est d'étendre le territoire de l'Arabie Saoudite. En effet, la frontière Yéménite est une frontière sûre pour les Saoudiens car elle est l'une des seules où ils ne se retrouveront pas confrontés aux Britanniques.

L'assaut du Yémen s'effectue par trois offensives. Tout d'abord l'armée de Fayçal Ibn ABDELAZIZ arrive à s'infiltrer au Yémen en traversant la plaine côtière de la Tihama¹⁹. C'est alors qu'Ibn SAOUD, suivi de son armée, emprunte les voies montagneuses de l'Assir pour arriver aux alentours de Najran²⁰. Enfin une troisième offensive est organisée avec pour but principal d'assiéger la ville de Sanaa. Après trois semaines de combat, les Saoudiens arrivent à prendre le port de Hodeïda.

Cependant une résistance des montagnards yéménites est observée et cause des difficultés à l'armée de SAOUD pour s'emparer de Najran ainsi qu'à celle qui a réalisé la troisième offensive.

Les troupes britanniques présentes au Yémen notamment à Aden s'alarment en apprenant la prise du port d'Hodeïda par les Saoudiens. Les Britanniques décident alors de riposter au large d'Hodeïda tout en essayant d'encercler les Saoudiens.

Sous la pression, les Saoudiens cèdent. Fayçal Ibn ABDELAZIZ opte pour des négociations avec les Yéménites ce qui va donner lieu à un traité signé par les deux pays le 21 Mai 1934 à Taëf²¹ qui prendra le nom de la ville.

Ce traité permet aux Yéménites de récupérer les territoires conquis par les Saoudiens lors des trois offensives. En contrepartie le Yémen doit reconnaître l'annexion de la région de l'Assir de Nejran et de Jizan²² par l'Arabie Saoudite.

Ce traité, renouvelable tous les vingt ans, définit les frontières entre l'Arabie Saoudite et le Yémen en prenant pour seule référence des tribus.

Par conséquent la frontière saoudo-yéménite n'est pas clairement et précisément établie. Ceci donnera lieu à de nombreux conflits par la suite.

Grâce à ce traité les Saoudiens garantissent de manière non officielle un accès privilégié au marché du travail saoudien aux travailleurs yéménites. Cependant des disparités de développement et des reproches d'ingérence formulés à l'encontre de l'Arabie Saoudite feront que lors de la Guerre du Golfe²³ le Yémen s'alliera à l'Irak. Pour se venger de cet acte l'Arabie Saoudite renverra tous les travailleurs yéménites hors de son territoire.

¹⁹ *Id.*¹⁵

²⁰ *Id.*¹⁵

²¹ Ville située sur les hauteurs au Sud-est de la Mecque. Capitale d'été des dirigeants saoudiens.

²² *Id.*¹⁵

²³ Guerre Iran- Irak (1980 – 1988)

Une guerre par procuration entre l'Arabie Saoudite et l'Iran

Le 26 Septembre 1962 l'armée et les Yéménites libres renversent le nouvel imam Muhammad AL-BADR*. Le colonel de l'armée AL-SALLAL proclame alors la République. C'est le début de la guerre civile entre les Royalistes et les Républicains. Cet événement entraîne la fuite de la famille royale yéménite en Arabie Saoudite. Le président égyptien NASSER décide alors d'envoyer un contingent militaire au Yémen contre la guérilla monarchiste, qui atteint rapidement 50 000 hommes. Cette décision de servir d'appui au Yémen est due à des antécédents entre Nasser et l'Arabie Saoudite. La présence égyptienne au Yémen préoccupe l'Arabie Saoudite. Cette dernière a décidé de soutenir son voisin yéménite de 1962 à 1967 au niveau politique et financier. La décision de soutenir le Yémen lui coûte cher car en 1962 et 1963 les villes saoudiennes du Sud sont bombardées par les Egyptiens dans le but de dissuader l'Arabie Saoudite de l'aide qu'elle apporte aux Yéménites.

C'est dans un contexte de conflit israélo-arabe en 1967 lors du sommet de Khartoum^{24*} que Nasser retire ses troupes du Yémen. La guerre civile s'achève, l'Arabie Saoudite reconnaît le régime républicain du pays même si elle est d'un grand soutien financier aux tribus conservatrices du Yémen du Nord.

En Novembre 1967 les Britanniques, qui jusqu'alors occupaient la ville d'Aden, déclarent son indépendance. L'Arabie Saoudite n'apprécie pas la tournure politique marxiste que prend la République Populaire et Démocratique du Yémen (RPDY) et va tenter de renverser le régime d'Aden. Pour cela, l'Arabie Saoudite va apporter son soutien à l'opposition clandestine Sud-Yéménite et au Yémen du Nord. A ce stade de l'histoire nous pouvons observer que le Yémen du nord apparaît comme un « Etat tampon »²⁵ entre l'Arabie Saoudite et le Yémen du Sud.

Mars 1970 est la date à laquelle le Yémen du Nord se réconcilie avec l'Arabie Saoudite en adoptant un gouvernement républicain conservateur. Pour la première fois l'Arabie Saoudite reconnaît officiellement la République Arabe du Yémen (le Yémen du Nord).

Les relations qui jusqu'alors étaient plutôt houleuses entre les deux pays arabes s'améliorent donc en Mars 1970. En 1976 on commence même à voir la naissance de relations diplomatiques entre Ryad et Aden.

Le 10 Octobre 1977 le président yéménite Ibrahim HAMDI²⁶ est assassiné. Deux jours plus tard il devait se rendre à Aden pour signer un pacte de défense mutuelle entre les deux parties yéménites.

²⁴ Du 29 août au 3 septembre, les États arabes, réunis en sommet au Soudan, proclament les trois "non" de la Résolution de Khartoum : non à la paix avec Israël, non à la reconnaissance d'Israël, non à toute négociation avec Israël.

²⁵ David RIGOULET-ROZE, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Paris, éditions Armand Colin, 2005, p.129

²⁶ Président du Yémen du Nord de 1974 à 1977

L'homme à l'origine de ce coup n'est autre que son neveu Ahmed GHACHMI²⁷ qui était chargé de gérer l'aide financière saoudienne. Ainsi les deux parties du Yémen sont contraintes de rester sous la dépendance financière de l'Arabie Saoudite et ne peuvent pas s'émanciper. Ceci entretient par conséquent la division du Yémen.

En Mai 1990 lorsque les deux Yémen se réunifient, Ryad reçoit la nouvelle comme une attaque. Le 10 Aout 1990 a lieu le sommet arabe du Caire. Lors de ce sommet le Yémen fait part de son désaccord quant à l'envoi de forces étrangères en Arabie Saoudite. L'Arabie mécontente de cette décision décide d'arrêter son aide financière²⁸ mais aussi de suspendre les privilèges accordés aux travailleurs yéménites²⁹. En effet ces derniers contrairement aux autres nationalités n'avaient pas à remplir de papiers administratifs. Le traitement des Yéménites à partir de cette date sera le même que celui de tout autre ressortissant étranger. Un massif exode rural yéménite est alors observé.

Le Yémen et l'Arabie Saoudite se dispute une zone qui est à cheval sur le Yémen du Nord et sur le sud-est de l'Arabie Saoudite. Outre les enjeux d'expansion de territoire, cette région est très riche en matières premières. Or aucune frontière n'est véritablement établie ce qui engendre une rivalité permanente des deux pays autour de cette région que l'on peut qualifier de « tampon ». Le Yémen prend sa revanche en ne reconduisant pas le traité de Taëf en Septembre 1992.

L'Arabie Saoudite profite d'une crise politique qui éclate au Yémen en 1993 pour soutenir de manière accrue les tribus du Yémen du Nord. De plus elle invite activement le vice-président sunnite Ali Salim Al BAIDH* a gardé ses convictions face au président Ali Abdallah SALEH*. La sécession du Yémen du Sud engendre une guerre civile dans laquelle l'Arabie Saoudite s'empresse d'intervenir. En effet la royauté maintient un esprit revancharde et va soutenir une fois de plus de manière financière les sudistes yéménites dans le but de faire payer au président Ali Abdallah SALEH ses actions lors de la Guerre du Golfe.

Depuis le non renouvellement du traité de Taëf en 1992 la frontière saoudo-yéménite n'est toujours pas définie et ne cesse de donner lieu à des conflits. En effet en Décembre 1994/ Janvier 1995 des affrontements armés éclatent mais prennent rapidement fin grâce à un accord signé à la Mecque le 26 Février 1995. Cet accord reprend les articles du traité de Taëf mais ce qui le distingue est l'engagement de l'Arabie Saoudite et du Yémen sur le démarquage précis de leur frontière commune. On assiste donc à un dégel des relations saoudo-yéménite à tel point que les travailleurs yéménites vont de nouveau être autorisés à travailler en Arabie Saoudite à la condition d'avoir un sponsor saoudien.

²⁷ Président du Yémen du Nord de 1977 à 1978.

²⁸ Aide qui s'élève à des centaines de millions de dollars d'après David RIGOULET-ROZE dans *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*.

²⁹ Environ un million de Yéménites vivaient en Arabie Saoudite durant cette période d'après Antoine BASBOUS dans *Le Monde*.

Une guerre par procuration entre l'Arabie Saoudite et l'Iran

Ce n'est que le 12 Juin 2000 à Djeddah que l'engagement respectif des deux pays va porter ses fruits puisqu'il va donner naissance à un traité³⁰ frontalier entre l'Arabie Saoudite et le Yémen qui donne suite au traité de Taëf.

En 2004 un conflit fait rage dans la région de Saada au nord du Yémen et se poursuit dès lors de manière intermittente.

Les combats reprennent avec une nouvelle intensité en Août 2009. Le 3 Novembre 2009 des rebelles zaydites, sous prétexte d'être encerclés par l'armée yéménite, ont franchi la frontière établie au tout début du XXIème siècle. Cette invasion yéménite est perçue comme une provocation violente par Ryad. L'armée saoudienne lance alors des raids au niveau de la zone frontalière, plus précisément dans la région montagneuse du Djebel AL-DOUKHAN.

L'Arabie Saoudite vise les rebelles houthistes infiltrés en territoire saoudien et n'envisage pas de cesser les bombardements tant que la rébellion houthiste ne se sera pas retirée loin de la frontière qui les sépare.

De ce conflit ressort le fait que l'Arabie Saoudite se sert du pouvoir yéménite dirigé par Ali Abdallah SALEH pour affaiblir la rébellion houthiste. En développant une alliance avec le pouvoir du Yémen, l'Arabie Saoudite est soupçonnée de vouloir étendre son influence wahhabite. Le royaume Saoudien n'est pas le seul pays soupçonné d'intervenir dans le conflit. Son voisin perse l'Iran semble également porter un grand intérêt à la rébellion houthiste.

2) Relations entre l'Iran et le Yémen

Si l'on s'en tient aux deux premières décennies de la révolution islamique, les relations entre Téhéran et Sanaa n'ont jamais été très soudées, mais on assiste depuis quelques années à une volonté des deux pays de tisser des liens forts. Ainsi le 2 Décembre 2003, le ministère yéménite des affaires étrangères annonce que le Yémen accepte la demande de l'Iran à participer à la Ligue arabe* en tant que membre observateur. Le 10 Mai 2006, l'ambassadeur du Yémen en Iran, Jamal AL-SALAL, rencontre respectivement le député iranien du ministère des affaires étrangères pour les affaires arabes et nord-africaines, Mohammad BAQIRI, et l'assistant du député iranien du ministère des affaires étrangères pour l'Education et la Recherche, Manouchehr MOHAMMADI. Il ressort de cette rencontre une volonté de coopération mutuelle en redynamisant et en renforçant les intérêts communs des deux pays à un degré régional et islamique.

³⁰ Cf. Annexe n°11

Au lendemain de la réélection du président iranien Mahmoud AHMADINEJAD en Juin 2009, le président yéménite Ali Abdallah SALEH a manifesté sa satisfaction en envoyant un télégramme à son homologue iranien dans lequel il félicitait ce dernier et réaffirmé ce qu'il décrivait comme les liens filiaux qui unissaient l'Iran et le Yémen³¹.

Le Yémen a également soutenu publiquement le programme nucléaire iranien. En Mai 2009, le président yéménite Ali Abdallah Saleh soulignait le soutien de son pays pour le programme nucléaire de l'Iran³², repris peu de temps après par le parlementaire yéménite Yahya AL-RAE'I qui ajoutait que le Yémen défendait fortement le droit de l'Iran à garantir la paix dans la région par le biais de la technologie nucléaire³³.

En ce qui concerne la coopération économique qui lie les deux pays, elle est loin de battre de l'aile, comme le prouvent ces quelques chiffres. De Mars à Septembre 2008, l'Iran a exporté pour 6 millions de dollars³⁴ de biens au Yémen, et le Yémen a exporté au cours de la même période des biens d'une valeur totale de 3 millions de dollars³⁵ à l'attention de l'Iran. En Février 2009, le Yémen et l'Iran tenaient leur huitième comité ministériel à Sanaa afin de « discuter des perspectives de coopération dans divers domaines et des aspects de promotion et de développement qui servent les intérêts communs des deux pays et peuples amis. »³⁶ La co-présidence du comité, attribuée au ministre yéménite de l'Industrie et du Commerce Yahya AL-MOUTAWAKIL et au ministre iranien de l'Energie Parviz FATTAH, a signé cinq accords de coopération exécutive. En Mai 2009, le président yéménite Ali Abdullah Saleh appelait à une plus grande expansion des liens économiques et commerciaux entre l'Iran et le Yémen³⁷. En Juin 2009, le ministre iranien des affaires étrangères Manouchehr MOTTAKI réitérait cette déclaration lors d'un meeting avec le ministre yéménite des affaires étrangères Abu Bakr AL-QIRBI, congrès à l'issue duquel les deux hommes se mirent d'accord sur le développement de la coopération économique de leur pays respectif dans tous les domaines³⁸.

Les dernières années ont vu les relations diplomatiques entre le Yémen et l'Iran devenir de plus en plus solides et cordiales. Les deux pays ont tenu quantité d'échanges diplomatiques de haut niveau et se sont entendus pour une plus grande croissance de leur coopération bilatérale dans le futur.

³¹ D'après le site almotamar.net

³² D'après le site de l'Islamic Republic News Agency (IRNA)

³³ D'après le site de Fars News Agency

³⁴ "Iran, Yemen Call For Expansion Of Economic Ties", Mehr News Agency, édition du 17/01/09

³⁵ *Id.*

³⁶ D'après le site sabanews.net

³⁷ D'après le site de l'IRNA

³⁸ "Iran, Yemen Vow To Work In Anti-Piracy Organization", Fars News Agency, édition du 26/06/09

En Mai 2009, lors d'un meeting avec le député yéménite du ministère des affaires étrangères Ali Muthana HASSAN, le ministre iranien des affaires étrangères Manouchehr MOTTAKI déclara que « la République Islamique d'Iran est plus que jamais engagée dans la consolidation de son amitié et l'approfondissement de ses liens avec le Yémen, et [...] l'Iran veut le progrès, la sécurité et la prospérité pour le Yémen. » Ce à quoi Ali Muthana HASSAN répondit que « le Yémen ressent un lien filial et une grande amitié pour l'immense nation iranienne et nous sommes convaincus que l'Iran ne veut que le bien du Yémen comme nous ne voulons que le bien de l'Iran. »³⁹ Dans le même temps, le parlementaire iranien Ali LARIJANI se rendit officiellement au Yémen après une invitation formelle de son homologue yéménite Yahya AL-RAE'I. Les deux représentants discutèrent de la solution la plus appropriée pour accroître la coopération bilatérale de leurs pays mais aussi de l'approfondissement des liens académiques, médiatiques et culturels entre Sanaa et Téhéran.

Le ministre iranien des affaires étrangères Manouchehr MOTTAKI a visité le Yémen en Juin 2009 afin de s'entretenir avec les officiels yéménites à l'occasion d'un meeting de l'*Indian Ocean Rim Association for Regional Cooperation (IOR-ARC)** au cours duquel Téhéran et Sanaa se sont mis d'accord pour coopérer sur des mesures anti-piraterie⁴⁰. Le même mois, le Yémen a accepté que la flotte navale iranienne accoste au port yéménite d'Aden afin de renforcer la sécurité des vaisseaux commerciaux iraniens qui traversent le golfe d'Aden. L'Iran a déclaré dans la foulée que cette opération contribuera à la lutte contre la piraterie en fortifiant les efforts de la flotte navale iranienne pour repousser les pirates au large des côtes somaliennes⁴¹. En Juin de la même année, le président yéménite Ali Abdullah Saleh invitait également le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD pour une visite officielle au Yémen.

Il est notable que les relations entre Sanaa et Téhéran ont commencé à se dégrader après que des armes en provenance d'Iran aient été utilisées par les rebelles houthistes contre le gouvernement de Sanaa. Téhéran et Abu SULAIMAN, leader des Houthis, nient violemment que l'Iran ait apporté un quelconque soutien aux forces anti-gouvernementales. Le ministre yéménite de l'Information Hussan AL-LAWZI a alors déclaré que « plusieurs chaînes médiatiques ont révélé que les saboteurs et rebelles houthistes bénéficiaient d'un soutien financier et politique... Il s'agit principalement de chaînes satellites telles qu'*Al-Alam* et *Al-Kawthar*, ainsi que *Radio Téhéran*. Et tout le monde sait qui finance ces chaînes. »⁴² Il a également ajouté que le Yémen allait prendre les dispositions nécessaires afin de « régler ses comptes avec l'Iran » pour son soutien des Houthis.

³⁹ D'après Mohammed Al-Kibsi pour le Yemen Observer

⁴⁰ "Iran, Yemen Vow To Work In Anti-Piracy Organization", Fars News Agency, édition du 26/06/09

⁴¹ "Iran Navy To Fight Pirates Off Yemen", Agency Press TV, édition du 27/06/09

⁴² D'après Nasser Arrabyee pour Al-Ahram Weekly

Tout en niant les accusations du Yémen, le porte-parole iranien du ministère des affaires étrangères Hassan QASHQAVI établit que « l'Iran est persuadé que la seule issue possible se trouve dans les affaires internes au Yémen, et nous pensons qu'il doit y avoir une solution politique. Une effusion de sang ne peut pas aider à résoudre les problèmes. » D'autres recherches ont permis de découvrir que les rebelles houthistes possédaient non seulement de l'artillerie lourde, mais qu'ils avaient également un équipement de communication très pointu⁴³. En dépit du déni de l'Iran envers ces accusations, un porte-parole du gouvernement yéménite a été dépêché courant Août 2009 pour réaffirmer la position du Yémen contre le soutien financier de l'Iran qui approvisionne les rebelles houthistes en armes dans la province nord du Yémen Saada⁴⁴. En Octobre 2009, les gardes-frontières yéménites ont notamment arrêté cinq Iraniens accusés d'être entrés illégalement sur le territoire yéménite par les voies maritimes. L'Iran a nié qu'un bateau iranien avait été saisi⁴⁵.

Après que l'Arabie saoudite ait lancé un raid aérien contre les rebelles chiites dans le nord du Yémen en Novembre 2009, l'Iran a violemment condamné les actions de son adversaire d'obédience sunnite. Le ministre iranien des affaires étrangères Manouchehr MOTTAKI a averti que « ceux qui mettent de l'huile sur le feu doivent savoir qu'ils ne seront pas épargnés par la fumée qui s'élève. »⁴⁶ Malgré les condamnations de l'Iran, Manouchehr MOTTAKI continue de nier le soutien apporté par Téhéran aux rebelles chiites de la province de Saada, que ce soit militairement ou financièrement. Il a ajouté que « tous les musulmans vigilants et informés de confession chiite devraient adopter la même façon de penser. »⁴⁷

Pourquoi l'Iran s'intéresse-t-il au Yémen ? Il est tout d'abord nécessaire de tenir compte de la dimension historique qui s'appuie sur le désir de l'Iran de ranimer l'empire perse aux dépens du monde arabe. Au-delà de cet aspect, l'Iran a toujours réussi à concilier les différences historiques entre les doctrines chiites de l'imamat et du zaïdisme dans le but de concentrer les efforts chiites dans un projet unique, d'autant plus après l'organisation d'une conférence à Téhéran dont le thème principal était d'unifier toutes les branches du chiisme. L'Iran a également mis en place une politique spécifique destinée à garantir l'éducation des étudiants yéménites dans l'objectif de les recruter par la suite dans son projet d'unification chiite. Le mouvement houthiste est une manifestation de ce projet iranien et il a pu se développer rapidement grâce à l'absence d'un Etat yéménite puissant et l'existence d'autorités corrompues qui encouragent les individualités revendicatrices à croître. Il est clair que l'Iran n'est pas neutre dans le conflit qui oppose l'Armée yéménite et les rebelles houthistes.

⁴³ D'après le site d'Iran Focus

⁴⁴ D'après Raissa Kasolowsky pour Reuters

⁴⁵ D'après Ahmed Al-Haj pour The Seattle Times

⁴⁶ D'après Sudarsan Raghavan pour The Washington Post

⁴⁷ *Id.*

Si tel était le cas, l'Iran ne pourrait plus mener à bien son projet de réunification des branches chiites, il apparaît donc inévitable que Téhéran passe des accords avec les Houthis et leur fournisse un soutien militaire et financier. Les Houthis donnent aussi l'opportunité à l'Iran de faire pression sur les communautés sunnites wahhabites d'Arabie saoudite et cette présence iranienne au Yémen a largement aidé Téhéran à asseoir sa domination en Irak, au Liban et en Afghanistan. En outre, l'un des facteurs qui a amplement permis à l'Iran de développer son projet, c'est le désordre et le manque d'unité permanents qui règnent dans le monde arabe en général et le Yémen en particulier.

Il semblerait que le soutien de l'Iran aux rebelles houthistes s'expliquerait avant tout par la volonté de Téhéran de faire diversion par rapport à deux autres figures de son implication dans la péninsule arabique, le Hezbollah au Liban d'une part et le Hamas à Gaza d'autre part. Cela permettrait également à l'Iran de déstabiliser son rival historique, l'Arabie saoudite, qui voit d'un mauvais œil les futures sanctions de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui empêcheraient Téhéran d'exporter son pétrole, tout en se rabattant sur les importantes capacités de production saoudiennes en guise de compensation. En affaiblissant ainsi l'Arabie saoudite, Téhéran espère prouver à la communauté internationale que Riyad ne pourra pas remplir sa mission. De plus, le Yémen constitue un point stratégique pour l'Iran, le pays est en effet confronté à la rébellion houthiste du Nord, aux séparatistes du Sud ainsi qu'à l'enracinement d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique. Le gouvernement de Sanaa orchestré par le président Ali Abdallah Saleh n'est pas en mesure de mettre son faible pouvoir à contribution dont il ne dispose que de maigres moyens pour l'assumer. Sanaa est d'autant plus affaibli que les rebelles houthistes l'accusent d'une corruption largement répandue, d'une négligence socio-économique des chiites et de l'influence croissante des sunnites wahhabites au sein du pays qui confère au Yémen une alliance par procuration avec les Etats-Unis, déjà très proches de l'Arabie saoudite.

L'Iran soutient avant tout les Houthis pour leur obédience chiite qui participe largement au projet iranien d'unification de toutes les communautés chiites de la péninsule arabique. D'autre part, soutenir les Houthis à la frontière de l'Arabie saoudite donnerait à Téhéran un important avantage géostratégique face à ce pays avec lequel l'Iran entretient une ancienne rivalité régionale. Cela a participé à l'accentuation de la méfiance de Riyad quant à la possibilité d'un accroissement de l'influence iranienne sur les Houthis. En outre, l'Arabie saoudite surveille de très près les Houthis qui par leur intrusion sur le territoire saoudien pourraient enflammer la population chiite de la région saoudienne qui a déjà, par le passé, déclenché plusieurs violents soulèvements. Au-delà de ça, l'Arabie saoudite craint que des terroristes mandatés par Al-Qaïda et basés au Yémen ne saisissent l'opportunité d'entrer sur le territoire saoudien en utilisant la poreuse frontière saoudo-yéménite pour mener à bien leurs opérations.

Comme le confirme Khaled ASMAR, spécialiste libanais de la zone MENA (Moyen/Proche-Orient, Golfe et Afrique du Nord), « il ne fait aucun doute que nous assistons au lancement d'une nouvelle guerre régionale que cherche l'Iran dans un double objectif : exporter sa crise intérieure consécutive à l'élection frauduleuse et contestée de juin dernier, et détourner l'attention sur son programme nucléaire, après que l'International Atomic Energy Agency (IAEA)* l'ait accusé d'avoir testé clandestinement des têtes nucléaires. Or, cette guerre régionale aura des répercussions certaines sur tous les pays arabes qui comptent des communautés chiites. La région est sur un baril de poudre. Téhéran et ses mollahs s'appêtent à allumer la mèche. »

B- Les relations saoudo-iraniennes

1) Des antagonismes profonds

Si nous voulons tenter de comprendre les relations saoudo-iraniennes et leurs enjeux, il est indispensable de traiter l'espace qui les rassemble : le Golfe, cette zone tant convoitée.

De fait, le golfe persique, dénomination imposée par l'Iran, ou arabo-persique est l'une des régions les plus sensibles de la planète. Pour preuve, trois grands conflits viennent d'y avoir lieu. D'abord, l'affrontement entre l'Irak et l'Iran (1980-1988) dont les causes principales sont liées à des conflits territoriaux et à une opposition idéologique. Puis c'est la guerre du Golfe qui suivit en 1990 et qui dura jusqu'en 2002, dans laquelle furent impliqués nombre de pays tiers via la coalition internationale organisée autour de l'Organisation des Nations Unies mais menée en réalité par les Etats-Unis qui trouvaient intolérable l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes ; Enfin, il s'agit de l'intervention armée américaine en Irak en 2003 qui déstabilisa encore plus la région.

Et depuis des siècles, cette zone accueille de nombreuses rivalités hégémoniques ainsi que de multiples confrontations. En effet, il existe une frontière double qui traverse le Golfe et la Mésopotamie :

- Une frontière politique entre les Perses et les Arabes.
- Une frontière religieuse au sein de l'islam entre les sunnites* et les chiites*.

2) Des rivalités politiques...

Entre le monde perse...

Le monde perse est un haut plateau qui relie l'Extrême-Orient et le Proche-Orient, et qui regroupe plusieurs civilisations : chinoise, indienne, égyptienne, grecque et romaine. Un des temps forts de la longue histoire du monde perse, parmi les multiples batailles qui lui valurent nombre de séparations entre peuples d'origine romaine, grecque ou encore chinoise, fut justement la conquête arabe. L'écriture arabe est adoptée en 635 suite à la conversion de beaucoup de Perses à l'islam.

Cependant, la Perse se détache progressivement de cet Empire et des dynasties indépendantes de Bagdad, au cœur de l'Empire arabe, se créent. Et c'est en 1502 que la dynastie safavide permet aux Perses de retrouver leur identité. Le chiisme devient alors la religion d'Etat, l'écriture et la littérature persanes sont encouragées, et le nationalisme persan est revendiqué. Il convient ici de noter un élément tout aussi important de la description de ce monde perse : la dynastie des PAHLAVI qui s'est établie en 1925. Le fils du fondateur de cette dynastie, Mohamed-REZA* (1941-1979) s'est servi de la puissance pétrolière de la Perse, devenue Iran en 1935, pour moderniser le pays, et ce sur trois plans :

Sur le plan national tout d'abord, il met en avant la Perse sous l'Empire Achéménide* (VIème-IVème avant J.-C.) pour faire comprendre aux religieux, contre qui il lutte, que l'histoire de l'Iran n'est pas identifiable à celle de l'islam dans ce pays. Ensuite, à l'échelle régionale, il s'est positionné en « gendarme du Golfe »⁴⁸ en envoyant son armée dans toute la péninsule arabique dans le but d'aider à éradiquer les rébellions communistes. Le chah⁴⁹ entend effectivement faire de l'Iran « la grande puissance régionale »⁵⁰, ce qui explique l'invasion des trois îlots appartenant aux Emirats Arabes Unis en 1971 qui gardent le détroit d'Ormuz alors que la Grande Bretagne, affaiblie par des difficultés économiques se retirait à l'est de Suez, soit de la péninsule. Enfin, d'un point de vue international, et en tant qu'allié de l'Occident, il veut faire de l'Iran « le Japon du Moyen-Orient et du monde islamique »⁵¹.

et le monde arabe...

De l'autre côté du Golfe, c'est le monde arabe qui domine la région. La frontière entre les Perses et les Arabes s'est figée après la chute de l'Empire arabe (660-1258) et l'avènement de l'Empire ottoman (1453-1919), car il est clair que les Ottomans ne peuvent dominer la Perse, n'étant, encore aujourd'hui, pas aussi unis que leurs rivaux. De fait, alors que les Iraniens sont majoritairement chiites, les sunnites au sein même des pays arabes ne le sont pas, ce qui rend ce territoire plus disparate. De part et d'autre du Monde arabe se trouvent des minorités chiites très importantes : c'est le cas autour du Golfe, dans les Emirats, et de manière plus marquée encore en Irak. Dans cette péninsule Arabique divisée en plusieurs Etats⁵², c'est l'Arabie Saoudite qui joue un rôle majeur avec un territoire occupant à lui seul les deux-tiers de la péninsule pour seulement 29 millions d'habitants en 2009⁵³ et qui est financièrement puissant.

⁴⁸ Olivier DA LAGE, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles, éditions complexe, 2006,p.94.

⁴⁹ Terme iranien définissant un monarque.

⁵⁰ *Ibidem* ⁴⁶

⁵¹ Philippe DUGOT et al., *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris, éditions Nathan, 2009,p.364.

⁵² Cf. Annexe n°12

⁵³ Données prises sur le site de la Central Intelligence Agency (CIA)

3) Des rivalités confessionnelles...

Afin de mieux comprendre l'antagonisme entre l'Iran de majorité chiite et l'Arabie-Saoudite de majorité sunnite, il est indispensable de comprendre l'origine de cette scission, et ce qui différencie ces « familles d'esprit »⁵⁴. La majorité des musulmans est sunnite. Le sunnisme fonde la pratique religieuse sur le Coran complété par la *Sunna*. Ils reconnaissent l'autorité du calife* qui dirige la communauté (*Umma*). Le sunnisme est divisé en quatre rites : hanbalite*, malékite*, chaféite*, hanafite*, qui sont en fait des écoles juridiques dont les adeptes ne sont pas en rivalité et dont la pratique quotidienne religieuse est semblable.

Quant au chiisme, il constitue un groupe qui s'est séparé de la Communauté dès le VII^{ème} siècle, date à laquelle correspond la grande rupture, la *fitna*. Ils sont en désaccord avec les conditions dans lesquelles la succession de MAHOMET s'est passée. Ils revendiquent le fait que le successeur du Prophète doit obligatoirement être un membre de sa famille. Sa succession légitime revient donc à ALI*. Les chiites aussi se sont divisés en « familles de pensée »⁵⁵, en fonction des imams dont ils reconnaissent l'autorité.

Nous pouvons distinguer les imamites ou duodécimains (dont les saoudiens de la province du Hassa font partie) qui reconnaissent 12 imams, les zaydites au Yémen, les ismaéliens, peu nombreux, qui reconnaissent 7 imams et qui sont dirigés par Aga KHAN, et enfin les alaouites de Syrie et les druzes au Liban. Remarquons et notons que le chiisme rassemble souvent des minorités. D'ailleurs, c'est « ce passé de minorité persécutée qui leur donne une constance dans l'épreuve, la silencieuse dissimulation des griefs, le goût de l'association et de l'action clandestines. Il y a un contenu émotionnel du chiisme. »⁵⁶

Ce qui fonde le grand conflit entre ces deux tendances de l'islam est le problème de *l'imamat*, soit celui de l'autorité légitime dans l'islam. Et ce sujet de différend pourtant initialement théologique prend de plus en plus la forme de conflits politiques, sociaux et culturels.

4) Des conflits d'intérêts...

Au-delà de ces antagonismes vieux de plusieurs siècles se développent depuis de nombreuses décennies des rivalités économiques et stratégiques entre les deux grands du golfe persique, l'Arabie Saoudite et l'Iran. C'est la peur qui, de manière générale, caractérise les relations entre ces deux pays, et plus particulièrement la méfiance de l'Arabie-Saoudite envers l'Iran. Et trois raisons principales l'expliquent. La première est celle du régime instauré à Téhéran depuis 1979.

⁵⁴ MUTIN Georges *Géopolitique du monde arabe*, Paris : éditions Ellipses, 2005 (collection Carrefours; 2^{ème} édition mise à jour), p.22.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ MUTIN Georges *Géopolitique du monde arabe*, Paris : éditions Ellipses, 2005 (collection Carrefours; 2^{ème} édition mise à jour), p.24.

En effet, dès 1979, l'ayatollah KHOMEYNI voulut faire de l'Iran le centre révolutionnaire du monde islamique d'où une de ses premières préoccupations : unifier le monde arabe dans son ensemble autour de l'islam et plus particulièrement du chiisme. Autrement dit, il s'agit de s'ériger en véritable puissance régionale. La deuxième est le fait que l'intégralité de la rive Nord-est du Golfe persique ainsi que sa seule porte d'entrée, le détroit d'Ormuz, soient contrôlées par l'Iran⁵⁷. La troisième est inhérente à la composition même de l'Iran: il dispose d'une réelle force démographique. L'Iran est peuplé de 66 millions d'habitants⁵⁸ en 2009, il est le deuxième pays le plus peuplé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord après l'Égypte⁵⁹. Comme nous l'avons précédemment évoqué, l'Arabie-Saoudite, quant à lui, ne dépasse pas les 29 millions d'habitants.

D'ailleurs, voilà comment les relations se sont déclinées depuis ces quatre dernières décennies. Alors que la « doctrine NIXON »⁶⁰ de 1969 déclarait que ces deux pays étaient les « piliers jumeaux »⁶¹ de la politique américaine dans les pays du Golfe, dans un contexte de Guerre Froide, les États-Unis semblent néanmoins vouloir davantage compter sur le régime en place à Téhéran plutôt que sur celui de Ryad.

De son côté, l'Arabie Saoudite du roi FAYÇAL* semble incapable d'assumer ce rôle et ne montre par ailleurs aucune motivation pour se lancer dans l'organisation de sécurité régionale que le Chah voudrait mettre sur pieds. Mais c'est justement cette présence iranienne sur de nombreux fronts qui inquiète les saoudiens, d'autant plus qu'il est question à ce moment là d'une éventuelle intervention iranienne pour aider les SAOUD qui connaissent des instabilités sur leur territoire, dans le cas où ces instabilités causées par l'expansion du communisme viendraient à devenir trop importantes. Cependant, c'est la révolution islamique⁶² qui représente la plus grande menace pour l'Arabie Saoudite.

LA REVOLUTION ISLAMIQUE

La chute de la monarchie est l'aboutissement d'une crise qui commença début 1978 et qui dura un an. Les animosités furent lancées par un article injurieux à l'égard de l'ayatollah KHOMEYNI, un puissant chef religieux. Cela soulève un mouvement général au sein des milieux cléricaux qui ont l'intention de prouver au régime qu'ils sont bien plus importants et influents qu'il ne peut le penser. De fait, les cléricaux montrent qu'ils peuvent rassembler les foules et les manifestations se succèdent, bien que violemment réprimées. De plus, les partisans de KHOMEYNI prouvent aussi qu'ils peuvent se mobiliser à l'extérieur du pays où ils ont des réseaux de militants conséquents. Le régime ne parvenant pas à contenir les contestations, le chah quitte le pays le 16 janvier 1979. En février, l'ayatollah KHOMEYNI s'installe à Téhéran où il instaure, à l'aide de son premier ministre BAZARGAN la République islamique dont la diplomatie se veut agressive.

⁵⁷ Cf. Annexe n°12

⁵⁸ Données prises sur le site de la CIA

⁵⁹ Id.

⁶⁰ La doctrine Nixon consiste à réduire l'engagement militaire américain dans le monde.

⁶¹ DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, p.94.

⁶² Cf. encadré.

De fait, le nouveau chah, l'ayatollah KHOMEINY* dit clairement vouloir étendre sa révolution aux pays de l'autre côté du Golfe et plus particulièrement aux « monarchies corrompues »⁶³, dont l'Arabie Saoudite fait partie. Or les populations chiites se sentent concernées par un tel appel, par exemple celles du Hassa⁶⁴ qui se révoltent en 1979 face aux dirigeants saoudiens sunnites.

En 1986, c'est la question du pétrole qui relance les animosités, quand l'Iran veut, dans le cadre de l'OPEP*, proposer un prix élevé du baril. En réponse à cette volonté, l'Arabie Saoudite se lance dans une véritable « guerre des prix »⁶⁵ pour augmenter ses parts de marché et affaiblir l'économie iranienne. Mais le ministre saoudien du pétrole Ahmed Zaki YAMANI décide de stopper cette « guerre des prix » et aboutit à un accord entre les deux pays pour la fixation d'un prix minimum de 18 dollars le baril. Depuis 1979 : les animosités se développent autour du pèlerinage et des Lieux Saints musulmans de la Mecque et de Médine, citons notamment les confrontations meurtrières entre les forces de l'ordre et les pèlerins du 31 juillet 1987, qui ont eu pour conséquence la mort de quatre cent individus⁶⁶. C'est la fin des relations diplomatiques entre les deux pays, l'ayatollah KHOMEYNI déclarant qu' « aucune eau, aucune fontaine sacrée ne peut laver le crime du vendredi noir des dirigeants saoudiens, désormais marqués pour l'éternité par le sceau du déshonneur ».⁶⁷ C'est l'Arabie Saoudite qui interrompt les relations entre les deux pays un an après les faits et qui impose un quota de pèlerins de 1‰, ce qui n'améliore évidemment pas l'entente entre Ryad et Téhéran. Les relations diplomatiques s'améliorent cependant en 1991 grâce à la neutralité de l'Iran pendant le second conflit du Golfe (invasion du Koweït par l'Irak), ce qui rassura l'Arabie Saoudite.

Cette nette amélioration des relations s'est poursuivie jusqu'en 1993, période durant laquelle ils coopérèrent au sein de l'OPEP. Néanmoins, les tensions sont réapparues en 1994 quand le régime saoudien a interdit la manifestation des pèlerins iraniens qui répandaient leurs messages de « Mort à l'Amérique, mort à Israël »⁶⁸. Voilà pourquoi en 1995, le grand mufti Ibn BAZ édicte une *fatwa* en condamnant ces manifestations considérées comme « hérétiques », ce qu'il justifie en déclarant que ni le Prophète ni ses compagnons n'ont organisé de manifestations pendant le *hadj** annuel. Les relations se sont détendues progressivement à partir de 1997. Pour preuve, la compagnie *Iran air* qui n'assurait plus de vols entre l'Iran et l'Arabie Saoudite depuis la révolution iranienne, a remis en place la ligne cette même année.

⁶³ DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, p.94.

⁶⁴ Province saoudienne. Cf. Annexe n°12.

⁶⁵ DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, p.94.

⁶⁶ *Id*

⁶⁷ *Id*

⁶⁸ DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, .95.

De plus, le prince ABDALLAH* s'est rendu en Iran pour le sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique*. De nombreuses rencontres eurent lieu la même année. Elles représentent la détente des relations entre les deux pays. Le rapprochement s'est enfin matérialisé en 1998 par leur coordination pétrolière au sein de l'OPEP, processus largement influencé par l'arrivée au pouvoir en Iran du président Mohammad KHATAMI en août 1997. En 1999, il fut d'ailleurs le premier président à se rendre à Ryad, ce qui n'était pas arrivé depuis près de vingt ans. Néanmoins, l'élection en 2005 de Mahmoud AHMADINEJAD* a renforcé la méfiance de l'Arabie Saoudite envers l'Iran, d'autant plus grande que la volonté des iraniens de se munir de l'arme atomique est forte.

Ce bref panorama des rapports saoudo-iraniens nous permet de mieux comprendre que derrière le conflit actuel au Yémen se prolongent les rivalités profondes et anciennes qui rythment depuis des décennies les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

C- Les enjeux à l'international

Le conflit qui oppose l'Iran et l'Arabie Saoudite est historique. Depuis le déchirement du monde arabe en deux branches principales, les Sunnites et les Chiites, ces deux pays s'affrontent indirectement au travers de différents conflits.

Le conflit actuel au Yémen, dans lequel s'opposent les Houthis du Nord et le gouvernement Yéménite, est la cible d'une nouvelle lutte entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.

Souhaitant freiner la montée du sentiment sécessionniste des Houthis dans le nord, le gouvernement yéménite d'Ali Abdallah SALEH* profite de ce nouveau conflit entre ces deux nations pour attirer l'attention de la communauté Internationale. Pour cela, le Yémen a fait savoir que la minorité des Houthis, présente au Nord du Yémen, était constituée de membres appartenant à l'organisation terroriste Al-Qaïda, et qu'elle était soutenue par l'Iran.

Plusieurs médias israéliens ont confirmé le fait que les Houthis étaient armés et entraînés par l'Iran. Israël est une puissance majoritairement sunnite qui apporte son aide aux pays sunnites et lutte contre la prédominance chiite, comme c'est le cas dans le nord du Yémen.

Cette information est pourtant contestable étant donné que la minorité houthiste est zaydite, une branche du chiisme, et qu'elle est en désaccord avec le salafisme de l'islam sunnite.

L'implication de l'Iran et la présence d'Al-Qaïda sont des facteurs qui ont conduit plusieurs pays tiers à s'engager dans ce conflit en apportant leur soutien au gouvernement yéménite.

L'Iran est actuellement source de discussions et de tensions sur le plan international, suite à sa déclaration faisant savoir qu'il avait comme volonté de se doter de l'arme nucléaire. L'Iran, un des principaux pays d'origine du terrorisme, est sous surveillance internationale. Sa requête d'obtenir l'arme nucléaire fait peur et n'est donc pas acceptée par une grande majorité des pays.

Le terrorisme ainsi que la présence de membres d'Al-Qaïda sont aussi des facteurs ayant conduit plusieurs pays à réagir.

C'est notamment le cas des Etats-Unis. Après les attentats du 11 Septembre 2001 sur les tours jumelles du Walt Street Center, le gouvernement de George W. BUSH* annonça que les Etats-Unis déclaraient « a war on terror (...) against the enemies of freedom »⁶⁹, et plus particulièrement contre « the Axis of Evil »⁷⁰. Ce terme regroupe la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran, et notamment les membres d'Al-Qaïda au Moyen-Orient. Cette politique de lutte contre le terrorisme est maintenue par le président OBAMA* qui a affirmé sa volonté de « faire face aux terroristes ». Dans le but d'atteindre l'Iran, les Etats-Unis se sont notamment engagés plusieurs semaines contre le Hamas* dans la Bande de Gaza.

Pays d'origine d'Oussama BEN LADEN*, lieu de naissance de plus d'un tiers des anciens prisonniers de Guantanamo⁷¹, et siège de nombreux attentats contre des Occidentaux, le Yémen est un pays auquel les Etats-Unis portent une attention particulière. «Le Yémen est devenu un refuge pour djihadistes» a déclaré le général David PETRAEUS*, haut gradé américain basé au Moyen-Orient, suite au décret de fermeture de Guantanamo en Janvier 2009. A cette même période, la branche d'Al-Qaïda au Yémen a fusionné avec la branche saoudienne, laissant croire à la formation d'une organisation terroriste encore plus dangereuse dans cette région.

Les relations entre les Etats-Unis et les insurgés présents au Yémen sont récemment devenues de plus en plus compliquées et tendues. En effet, le Jihad islamiste du Yémen⁷² a revendiqué plusieurs attaques à l'encontre des Etats-Unis. C'est notamment le cas de l'attentat de 2000 à l'encontre du torpilleur USS Cole ayant causé la mort de 17 soldats américains, et de l'attaque contre l'ambassade américaine au Yémen en 2008. Les revendications des terroristes étaient de libérer les prisonniers yéménites détenus par les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont ainsi accepté de venir en aide au gouvernement du président SALEH afin d'éradiquer les groupes terroristes présents dans le pays, et d'atteindre indirectement l'Iran. Les deux pays ont souligné leur volonté commune de rétablir la stabilité et l'unité au Yémen. Ce dernier a annoncé une alliance militaire avec l'armée américaine, information ni démentie ni totalement confirmée par Washington. Les Etats-Unis ont toutefois apportés une aide financière à l'Arabie Saoudite et l'Egypte pour aider ces pays à venir en aide au gouvernement yéménite.

Dans le même objectif de lutter contre les partisans d'Al-Qaïda, mais aussi de faire taire la rébellion chiite, l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie Saoudite ont annoncé leur soutien au gouvernement yéménite.

⁶⁹ George W. BUSH. Discours à l'académie Air Force, le 2 Juin 2004, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du débarquement américain en Normandie.

⁷⁰ *Id.*

⁷¹ Centre de détention situé sur l'île de Cuba, et surveillé par l'armée américaine.

⁷² Branche locale d'Al-Qaïda au Yémen.

L'armée du président SALEH manquant de matériel militaire face aux Houthis armés par l'Iran, l'armée égyptienne a mis en place un corridor aérien et naval entre l'Égypte et le Yémen afin d'approvisionner le pays en armement.

Le rôle de l'Arabie Saoudite est plus compliqué. Le pays aide à la fois le gouvernement yéménite et les milices tribales présentes dans le pays, favorisant ainsi la poursuite du combat. L'Arabie Saoudite espère ainsi récupérer le contrôle de sa frontière, et déstabiliser son ennemi iranien.

Le ministre yéménite Abu Bakr AL-QIRBI a soupçonné certains combattants pakistanais, appartenant au réseau d'Al-Qaïda, d'aider les indépendantistes du Yémen. D'après lui, « la manière d'opérer et la somme d'argent dépensée dans ce conflit fait apparaître l'implication de puissances étrangères »⁷³, dont le Pakistan. Abu Bakr AL-QIRBI a rajouté qu'il s'agissait d'une « conspiration dont le but était de détruire le Yémen »⁷⁴.

La Russie entretient des relations assez proches avec l'Iran. Craignant le soutien du gouvernement russe à l'Iran, les Etats-Unis ont conclu un pacte avec la Russie. L'administration de Barack OBAMA a accepté de renoncer à installer un bouclier anti-missile en Europe, à condition que le gouvernement russe fasse pression sur l'Iran afin qu'il abandonne son soutien aux insurgés yéménites. La Russie ayant accepté ce compromis, le gouvernement iranien a décidé de rompre certains accords qu'il avait avec Moscou, comme le lancement d'un satellite de communication.

Certains pays, notamment ceux appartenant à l'Union Européenne, refusent d'être impliqués dans cette guerre qui demeure secrète, et laissent le pouvoir yéménite agir comme il le souhaite contre les insurgés zaydites du nord. C'est le cas des pays ayant des intérêts économiques et financiers dans la région, notamment celui de pouvoir passer et de faire escale dans le golfe d'Aden et celui de disposer des ressources pétrolières des trois pays engagés, c'est-à-dire le Yémen, l'Iran et l'Arabie Saoudite.

⁷³ Discours prononcé le 16 Novembre 2009 sur la chaîne Al-Arabia.

⁷⁴ *Idem.*

Conclusion :

Il semble évident que la péninsule arabique se trouve aujourd'hui sur une poudrière dont la mèche pourrait s'enflammer à tout moment. Le débordement du conflit en territoire saoudien est loin d'être le fruit du hasard. La rébellion houthiste cherche en effet à échapper au contrôle de l'armée yéménite afin de prendre l'avantage sur le gouvernement de Sanaa. Mais il faut également y voir une manœuvre de Téhéran pour déstabiliser son principal rival régional tout en instaurant le trouble dans la communauté internationale qui ne sait plus où donner de la tête, ici le Hezbollah au Liban, là le Hamas à Gaza, maintenant les Houthis au Yémen.

L'Arabie Saoudite n'est pas en reste et peut réagir de manière imprévisible puisqu'elle a les moyens de se battre contre les envahisseurs chiites. Riyad n'a rien à envier à ses voisins en matière d'armement, et l'hypothèse d'un blocus maritime aux abords des côtes yéménites, sous l'emprise des Houthis, pour empêcher la rébellion de s'approvisionner en équipements militaires n'est pas à exclure.

Au-delà de ça, ce processus de guerre peut avoir des conséquences gravissimes. Près d'un million de Yéménites⁷⁵ vivent aujourd'hui en Arabie Saoudite et la majorité partage la même confession zaydite que les Houthis. Il faut en outre rappeler l'existence de populations saoudiennes d'obédience chiite ismaélienne qui s'opposent à Riyad et formulent des revendications rarement entendues par le royaume. Et qu'en est-il des principaux gisements de pétrole qui se trouvent dans la province orientale du Hasa, où les chiites sont majoritaires. Certains d'entre eux se montrent d'ailleurs de plus en plus sensibles au discours de Téhéran dont l'ambition est de devenir la première puissance de la région en affaiblissant ceux qui lui font de l'ombre. C'est ce désir hégémonique de l'Iran à dominer la péninsule qui a poussé les communautés chiites à sacrifier leur sentiment patriotique au profit de leur allégeance confessionnelle.

Antoine BASBOUS⁷⁶ l'explique très clairement en ces termes : « L'incontrôlable dynamique régionale a fait passer l'appartenance confessionnelle devant l'appartenance nationale ; d'où le réveil des communautés chiites du Golfe au lendemain de la révolution khomeyniste⁷⁷ (1979), puis de la chute de Saddam HUSSEIN* (2003) et de l'accession des chiites irakiens au pouvoir à Bagdad. ».

⁷⁵ Données prises dans Le Monde.

⁷⁶ Antoine BASBOUS est un politologue libanais spécialiste du monde arabe, de l'Islam et du terrorisme islamiste, fondateur-directeur de l'Observatoire des pays arabes.

⁷⁷ Cf. Encadré sur la *Révolution islamique* page 26.

Mais Téhéran ne se contente pas d'agir dans les zones géographiques qui comptent le plus de chiites, elle n'hésite pas à étendre son champ d'action là où les fidèles sont rares voire inexistantes, comme c'est le cas en Egypte et au Soudan où l'Iran a implanté des « cellules actives »⁷⁸ du Hezbollah, sous couvert du soutien à la cause palestinienne.

De plus, depuis que l'ONU a menacé Téhéran de sanctionner ses exportations de pétrole en privilégiant la surproduction saoudienne, l'Iran élabore une stratégie qui lui permet d'affaiblir l'Arabie Saoudite en la discréditant ainsi aux yeux de la communauté internationale.

D'autres monarchies grosses productrices de pétrole assistent elles aussi à l'émulation de leurs communautés chiites, parfois majoritaires, comme au royaume de Bahreïn que certains radicaux iraniens veulent ardemment annexer à leur république.

La présence d'Al-Qaïda dans la région participe activement à la détérioration du conflit. Le groupe terroriste profite en effet de la faiblesse de Sanaa et du chaos ambiant qui règne au Yémen pour implanter de nouvelles bases dans les coulisses de l'Arabie Saoudite, sans oublier que l'Iran est le siège d'une partie des dirigeants d'Al-Qaïda. L'organisation avait par ailleurs tenté d'assassiner le chef saoudien de la lutte anti-terroriste, le prince Mohamed Bin NAËF, en Août 2009.

Sous-jacent à ces deux puissances majeures que sont l'Iran et l'Arabie Saoudite, le conflit sans images qui déchire le Yémen ne fait qu'empirer la situation. Le pays dont les ficelles sont tirées par un « régime tribal, usé et corrompu en déficit de légitimité »⁷⁹ a bien du mal à se stabiliser, pris en traître entre les revendications houthistes du Nord et les sécessionnistes nostalgiques du Sud qui facilitent parallèlement par leur manque d'unité l'enracinement d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

Selon Antoine BASBOUS, il s'agirait donc d'un nouveau manège élaboré par Téhéran qui « s'ingénue à multiplier les incendies à sa périphérie afin de détourner l'attention internationale et d'occuper ses voisins dans des conflits secondaires. Trente ans après le lancement de la révolution khomeyniste, l'Iran se dote d'un nouveau souffle pour exporter et développer son influence à l'échelle régionale, avec désormais une composante nucléaire. ».

Enfin, le quatorze Décembre dernier s'ouvrait à Koweït un sommet réunissant les dirigeants des six pays arabes du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar). C'est la première fois qu'un tel sommet a lieu alors que l'un de ses membres est engagé dans un conflit armé. Deux des principaux thèmes à l'affiche sont notamment la situation actuelle du Yémen ainsi que le dossier nucléaire iranien qui devront être abordés dans les jours à venir. Il convient donc de rester vigilant tout au long des prochaines semaines afin de suivre l'évolution et la tournure que prendront les événements.

⁷⁸ Citation d'Antoine BASBOUS dans Le Monde.

⁷⁹ *Id.*

Lexique :

- ❖ **Abbasside** : « Sous le règne des Abbassides, dynastie de 37 califes qui régnèrent à Bagdad de 750 à 1258, l'Empire arabo-musulman traversa une période resplendissante, tant sur le plan politique que sur le plan économique et culturel. L'avènement des Abbassides, descendants d'Abou AL-ABBAS, oncle du prophète Mahomet, fut l'aboutissement d'un complot rassemblant, au nom de la famille du Prophète, de nombreux opposants à la dynastie des Omeyyades. Cependant, c'est Abou MOUSLIM, le chef d'une armée de nouveaux convertis de la région orientale de l'Iran nommée Khorasan, hostiles à l'aristocratie arabe, qui porta Abou AL-ABBAS au pouvoir. La décisive victoire du Grand Zab, nom d'un affluent du Tigre, en 750, suivie du massacre des Omeyyades, laissa aux Abbassides un empire immense, qui allait de l'Atlantique, à l'ouest, à l'Indus, à l'est. Le gouvernement des Abbassides ne s'exerça que durant deux siècles »⁸⁰.

- ❖ **Abdallah** : « Né en 1923, 13^{ème} fils d'Ibn SAOUD. Roi d'Arabie saoudite depuis 2005 ; »⁸¹

- ❖ **ABDELAZIZ Fayçal Ibn**: (1904 – 1975) 4^{ème} fils de Mohammed Ibn SAOUD. Vice-roi du HEDJAZ et ministre des Affaires étrangères en 1926, prince héritier en 1953, Premier ministre en 1958-1960 et 1962-1964, roi de 1964 à 1975. Il se fait assassiner par un neveu le 25 Mars 1975.

- ❖ **ABDELAZIZ Saoud Ibn**: (1902 – 1969) 2^{ème} fils de Mohammed Ibn SAOUD. Il lui succède en 1953, mais est contraint d'abdiquer en 1964 au profit de Fayçal à la suite d'une fatwa* des oulémas* et la décision du conseil de famille. Il meurt en exil à Athènes.

- ❖ **Achéménide, Empire achéménide** : empire fondé par Cyrus LE GRAND et ses héritiers qui gagnèrent de nombreuses batailles et par là-même de nombreux territoires. Il fut l'un des premiers empires de l'histoire, d'où la particularité de l'Iran : son ancienneté et sa persistance.

- ❖ **AHMADINEJAD Mahmoud** : Actuel président de la République islamique d'Iran. Considéré comme l'une des figures les plus importantes de l'alliance des conservateurs, sa politique irrite de nombreux dirigeants politiques notamment au sein de l'Iran. Accroché au pouvoir, sa réélection controversée en 2009 a plongé le pays dans une crise sociale que les autorités ont réprimandé, au prix de nombreuses vies.

⁸⁰ Définition donnée par le site memo.fr

⁸¹ DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, p.131

- ❖ **AL-ATTAS Abou Bakr** : premier ministre puis président de la République Populaire Démocratique du Yémen jusqu'en 1990. Il devint ensuite premier ministre de la République du Yémen unifiée, jusqu'à son exil en 1994.
- ❖ **AL-BADR Muhammad** : (1926 – 1996), petit fils de Yahya Muhammed HAMID ED-DIN, est imam, commandeur des croyants mais aussi le dernier roi du Royaume mutawakkilite du Yémen (Yémen du Nord). Il a dirigé le camp royaliste de la guerre civile du Yémen du Nord (1962-1970).
- ❖ **AL-BEIDH Ali Salim** : né en 1939, il fut à la tête de la République Démocratique du Yémen du 21 Mai au 7 Juillet 1994.
- ❖ **AL-BID Ali Salem**: ancien président du Yémen Sud, avant la réunification du pays en 1990.
- ❖ **Al-Qaïda** : Formé en 1988 par des membres de brigades islamistes, cette organisation terroriste a pour objectif de libérer les pays arabes de l'influence des pays Occidentaux. Ce réseau d'islamistes radicaux est accusé d'être à l'origine des attentats sur le World Trade Center à New-York en 2001.
- ❖ **AL-QIRBI Abu Bakr**: Ministre actuel des affaires étrangères au Yémen.
- ❖ **Ali** : « Gendre du Prophète, quatrième calife* dont l'accession au califat a été contestée par les adeptes de la « tradition »(*Sunna*). Ses partisans (*chiit Ali*) donnent naissance au courant minoritaire de l'islam, les chiites. »⁸² « Premier imam* de la communauté chiite, suivi par ses deux fils : HASSAN (2^{ème} imam), HUSSEIN (3^{ème} imam) et leurs descendants, qui lui succédèrent après son assassinat en 661. »⁸³
- ❖ **Arabe** : « D'Arabie et de tout pays ou communauté dont la langue est l'arabe »⁸⁴.
- ❖ **Assir** : Géographiquement, l'Assir est une région saoudienne qui correspond au prolongement du Hedjaz. Cette région est composée de la plaine côtière de la Tihama à l'Ouest avec un plateau intérieur dominé par des collines et un massif montagneux à l'Est. Humainement, l'Assir serait plutôt le prolongement du Yémen par les combattants d'Ibn SAOUD qui a fait reconnaître sa conquête par le gouvernement yéménite dans le traité de Taëf du 21 Mai 1934.

⁸² DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, p.31

⁸³ DUGOT Philippe et al. *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris : Nathan, 2009, p.242.

⁸⁴ Définition donnée par le site larousse.fr

- ❖ **BEN LADEN Oussama:** Membre du réseau terroriste Al-Qaïda, cet homme de père yéménite, est actuellement l'un des hommes les plus recherchés par le gouvernement des Etats-Unis. Oussama BEN LADEN est accusé d'être à l'origine de nombreux attentats en Indonésie, au Maroc, en Arabie Saoudite, etc. Il serait l'un des organisateurs de l'attentat du 11 Septembre à New-York.

- ❖ **Bin ou Ibn voire Ben (francisé) :** « fils de ».

- ❖ **BUSH George W.:** 43^{ème} président des Etats-Unis. Elu pour deux mandats consécutifs de 2001 à 2009. Il est à l'origine du durcissement de la lutte contre le terrorisme.

- ❖ **Calife :** Successeur du Prophète, « le Commandeur des croyants »⁸⁵, le représentant du prophète et de la charia*.

- ❖ **Chaféite :** école sunnite développée principalement dans le monde indonésien qui met en valeur : parole des savants religieux, la sunna et le consensus de la communauté entière.

- ❖ **Chah d'Iran ou shah :** « nom masculin (mot persan signifiant roi). Titre porté par des souverains du Moyen-Orient en Iran, du début du XVIe s. à 1979, en Asie centrale et en Inde. »⁸⁶

- ❖ **Charia :** la loi islamique.

- ❖ **Cheik :** « Titre des chefs de tribu, chez les Arabes, et de certains maîtres spirituels, chez les musulmans »⁸⁷.

- ❖ **Chiisme/ Shiisme :** « Courant de l'islam né du schisme des partisans d'Ali à propos de la désignation du successeur du Prophète ; ensemble doctrinal commun aux musulmans qui se réclament de ce courant (druzes, alawites, ismaéliens, duodécimains, zaydites) »⁸⁸.

- ❖ **Fatwa :** avis juridique émis par une autorité religieuse qui s'appuie sur la charia. En Arabie Saoudite, les fatwas du grand mufti s'imposent aux tribunaux et guident la politique gouvernementale.

⁸⁵ MUTIN Georges *Géopolitique du monde arabe*, Paris : éditions Ellipses, 2005 (collection Carrefours; 2^{ème} édition mise à jour), p.22.

⁸⁶ DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles : éditions Complexe, 2005, p.136.

⁸⁷ Définition donnée par le dictionnaire Hachette 2007.

⁸⁸ Définition donnée par le site larousse.fr

- ❖ **Hadith** : « Dans la religion islamique, recueil des actes et paroles de Mahomet et de ses compagnons, à propos de commentaires du Coran ou de règles de conduite. Les hadith, dont l'ensemble constitue la sunna, sont le second fondement du dogme de l'islam. Les hadith jouissant de la plus grande autorité ont été recueillis, au IX^e s, par AL-BUKHARI et MUSLIM »⁸⁹.

- ❖ **Hadj** : « Le pèlerinage à la Mecque est l'un des 5 piliers de l'islam. Il doit être effectué au moins une fois dans la vie du musulman pendant le dernier mois de l'année islamique et prend fin avec la fête du Sacrifice, l'*aïd al alha*. »⁹⁰

- ❖ **Hamas** : Mouvement de résistance islamique, reconnu comme organisation terroriste par plusieurs pays Occidentaux dont les Etats-Unis, il prône l'instauration d'un unique Etat Palestinien. Le Hamas est un des alliés de l'Iran.

- ❖ **HAMID ED-DIN Yahya Muhammed**: (1869—1948) fut imam des Zaydites en 1904 et roi du Yémen en 1926. Imam et commandeur des croyants, il a été roi du royaume mutawakkilite du Yémen (Yémen du Nord).

- ❖ **Hanafite** : école sunnite surtout développée en Asie dans laquelle le jugement personnel est très important.

- ❖ **Hanbalite** : école sunnite à l'origine des volontés de purification de la foi, soit du wahhabisme, islam réformé.

- ❖ **Hezbollah** : (« parti de Dieu ») : Nom que se donne un parti islamiste chiite du Liban soutenu par Téhéran. En Iran, le terme *hezbollah* a une connotation péjorative, il désigne à la fois les islamistes radicaux, dogmatiques et violents qui forment les milices, plus ou moins légales, comme l'Ansar-é Hezbollah (Partisans du parti de Dieu), chargées des basses besognes du régime.

- ❖ **Houthis** : ce terme est né en référence à Hussain AL-HOUTHY, à l'origine du mouvement de rébellion né en 2004 à l'encontre du gouvernement. Ce-dernier est mort en 2004, tué par les forces gouvernementales, mais son frère, Abdoulmalik AL-HOUTHY, lui succéda dans sa mission. Les Houthis sont des zaydites.

- ❖ **Hinterland** : « Arrière-pays, région qui s'étend à l'intérieur des terres ou au-delà d'un territoire occupé »⁹¹.

⁸⁹ Définition donnée par le site larousse.fr

⁹⁰DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006, p.134.

- ❖ **HUSSEIN Saddam** : Président de la République d'Irak de 1979 à 2003, il est exécuté le 30 Décembre 2006 à Bagdad pour crimes contre l'humanité.

- ❖ **Imam** : « Titre donné en Islam sunnite au calife choisi non forcément parmi les descendants du Prophète, mais parmi les membres de sa tribu, alors qu'en Islam chiite la lignée des Imams ne peut être que celle des descendants d'Ali »⁹².

- ❖ **Indian Ocean Rim Association for Regional Cooperation** : Il s'agit d'une organisation internationale, aussi appelée *Indian Ocean Rim Initiative*, comprenant dix-huit États membres officiellement inaugurée les 6 et 7 mars 1997. L'organisation a pour objectif d'assurer une meilleure transparence aux échanges commerciaux ainsi qu'aux investissements des États membres. La diffusion de ces informations devrait permettre de faciliter le commerce et les investissements intra-régionaux, notamment en appréhendant les obstacles qui empêchent leur expansion.

- ❖ **International Atomic Energy Agency (IAEA)** : Créée en 1957 par les Nations Unies, l'IAEA est une organisation qui marque la coopération mondiale dans le domaine nucléaire. Elle a pour but de promouvoir la sécurité et la paix dans le domaine des technologies nucléaires.

- ❖ **Ligue arabe** : Créée le 22 mars 1945 par l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, le Yémen et la Transjordanie (l'actuelle Jordanie), la Ligue regroupe, depuis 1993, vingt-deux États arabes. Le lien essentiel entre les membres est un lien culturel, la langue arabe, et religieux, l'islam. La Ligue a notamment pour objet le resserrement des rapports entre ses membres et le développement de la coopération dans différents domaines, la coordination de l'action politique et la défense des intérêts des pays arabes. Les conflits du Moyen-Orient ont toujours été au centre des travaux de la Ligue, la divisant à plusieurs reprises. Le siège permanent se trouve au Caire. L'organisation comprend un Conseil, composé des représentants des membres, chaque membre disposant d'une voix, des commissions, un secrétariat général permanent.

- ❖ **Malékite** : école sunnite développée surtout en Afrique noir ainsi qu'au Maghreb dans laquelle les adeptes ont une confiance totale en la parole des savants religieux (les oulémas).

- ❖ **Musulman** : « Qui se réclame de la religion islamique, qui professe cette religion »⁹³.

⁹¹ Définition donnée par le site cnrtl.fr

⁹² *Idem.*

⁹³ *Idem.*

- ❖ **NASSER Gamal Abdel** : président de la République égyptienne de 1958 à 1970.
- ❖ **OBAMA Barack**: Actuel président des Etats-Unis d'Amérique (44^{ème}). Elu le 4 Novembre 2008, il succéda à George W. BUSH.
- ❖ **Organisation de la Conférence Islamique (OCI)** : «L'Organisation de la Conférence Islamique est la deuxième plus grande organisation gouvernementale après que les Nations Unies qui a l'adhésion de 57 Etats, répartis sur quatre continents. L'Organisation est la voix collective du monde musulman et en veillant à sauvegarder et protéger les intérêts du monde musulman dans l'esprit de promouvoir la paix et l'harmonie entre les différentes parties du monde. L'Organisation a été créée sur décision du sommet historique qui a eu lieu à Rabat, Royaume du Maroc, le 12 Rajab 1389 Hégire (25 Septembre 1969) à la suite d'incendies criminels d'AL-AQSA dans la ville occupée de Jérusalem.»⁹⁴
- ❖ **Omeyyade** : « La dynastie des Omeyyades régna à Damas de 661 à 750 et à Cordoue de 756 à 1031. Elle fut fondée par Moawiyya, du clan quraychite, proclamé calife à Damas en 661 à la suite de sévères luttes de clans. Cet affrontement porte en germe la division de la communauté musulmane en trois grands ensembles: ceux qui se réclament d'Ali, revendiquant pour lui seul ou pour un de ses descendants le califat, sont à l'origine du chiisme (de chia, «parti»); les partisans d'Ali qui refusent le principe de la trêve au nom des principes originels de l'islam font sécession et sont à l'origine du kharidjisme (les kharidjites sont «les sortants»); enfin, tous ceux qui soutiennent Moawiyya, ou qui se rallient progressivement à l'autorité du calife en place, sont à l'origine du sunnisme (de sunna, la tradition, que ces musulmans affirment respecter avant tout) »⁹⁵.
- ❖ **Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)** : « L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole a été fondée en septembre 1960 dans le but de « coordonner et unifier les politiques pétrolières des États membres et de déterminer les meilleurs moyens de sauvegarder leurs intérêts, individuellement et collectivement. Les pays suivants en sont membres : Arabie saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela (membres fondateurs), Qatar (adhésion en 1961), Indonésie (1962), Libye (1962), Émirats arabes unis (1967), Algérie (1969), Nigeria (1971), Équateur (1973) et Angola (2007). L'Équateur a suspendu sa participation entre 1992 et 2008 ; le Gabon en a été membre de 1975 à 1996 ; l'Indonésie, qui est devenue importatrice nette de pétrole, a annoncé en mai 2008 sa sortie de l'organisation. »⁹⁶

⁹⁴ D'après le site oicun.org

⁹⁵ Définition donnée par le site memo.fr

⁹⁶ D'après le site ladocumentationfrancaise.fr

- ❖ **Organisation des Nations Unies (ONU) :** Fondée en 1945, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, cette organisation entend maintenir la paix, la sécurité internationale et le respect des Droits de l'Homme. Elle est aujourd'hui constituée de 192 Etats.
- ❖ **Oulémas :** théologiens musulmans.
- ❖ **PETRAEUS David:** Général de l'armée américaine reconnu pour son intervention dans la guerre en Irak. Il fut consacré par le magazine Time en 2007 comme l'une des personnes les plus influentes dans le monde.
- ❖ **RUBAYYI Salim Ali :** président de la République Populaire Démocratique du Yémen de 1969 à 1978, date à laquelle il fut assassiné par un peloton d'exécution.
- ❖ **Saba (reine de) :** Personnage dont parle la Bible, qui aurait existé au Xème siècle avant J.-C.
- ❖ **Salafisme :** Branche de l'islam sunnite. Le salafisme est une version extrême de l'islam qui aborde les textes du Coran d'une manière très littéraire, et les respectent vigoureusement.
- ❖ **SAOUD Ibn:** (Abdelaziz Ibn Abderrahman al SAOUD), (1876-1953). Fondateur du royaume d'Arabie Saoudite. Reconquiert Ryad et le Nedj en 1902, le Hassa en 1913, le Djebel Chammar en 1921, le Hedjaz en 1934. Le 18 Septembre 1932, il proclame le royaume d'Arabie Saoudite. Pour cimenter les liens de son royaume, composé de provinces disparates et de tribus hostiles, il épouse des femmes appartenant à toutes les tribus importantes de son royaume, laissant à sa mort une importante descendance.
- ❖ **SAOUD Mohammed Ibn:** fondateur de la maison des Saoud. Par son pacte passé en 1744 avec Mohammed Ibn Abdel WAHHAB, il scelle l'alliance du pouvoir politique de sa famille avec l'islam réformé et puritain que prêche Ibn Abdel WAHHAB
- ❖ **Sunna :** « Ensemble des paroles du Prophète, de ses actions et de ses jugements, tels qu'ils sont fixés dans les hadith »⁹⁷.
- ❖ **Sunnisme :** « Courant majoritaire de l'islam, qui s'appuie sur la sunna* et le consensus communautaire qu'elle suscite »⁹⁸.

⁹⁷ Définition donnée par le site larousse.fr

⁹⁸ *Idem.*

- ❖ **SALEH Ali Abdallah:** Président du Yémen Nord de 1978 à 1983 puis de la République du Yémen de 1983 à aujourd'hui.
- ❖ **Traité de Taëf :** traité qui marque la fin de la guerre au Liban entre les années 1975 et 1990.
- ❖ **Total :** cinquième groupe pétrolier dans le monde. Le groupe est présent dans plus de 130 pays.
- ❖ **WAHHAB Mohamed Ibn Abdel:** (1703-1792) Réformateur musulman qui préconise un retour aux textes sacrés et l'abandon des pratiques idolâtres répandues dans la péninsule Arabique. Son Alliance avec Mohammed Ibn SAOUD en 1744 va permettre l'expansion simultanée du pouvoir des AL SAOUD et de l'islam puritain prêché par ses disciples.
- ❖ **Zaydisme :** il s'agit d'une branche de l'Islam chiite. Les zaydites reconnaissent Zayd BEN-ALI comme 5^{ème} et dernier imam. Les zaydites sont principalement présents dans la région de Saada. Ils constituent presque la moitié de la population du nord.

Bibliographie :

Livres :

- ✚ ADLER Alexandre, *Rendez-vous avec l'Islam*, Paris : éditions Bernard Grasset, 2005.
- ✚ BASBOUS Antoine, *L'Arabie Saoudite en question*, Paris : éditions Perrin, 2002.
- ✚ DUGOT Philippe et al. *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris : Nathan, 2009.
- ✚ DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006.
- ✚ DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles : éditions Complexe, 2005.
- ✚ LAURENS Henry, *Paix et guerre au Moyen-Orient : L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Paris : éditions Armand Colin, Novembre 2005 (2^{ème} édition).
- ✚ LEVEAU Rémy et al. *Le Yémen contemporain*, Paris : éditions Karthala, 1999. 459 pages (collection « Hommes et Sociétés »)
- ✚ MUTIN Georges *Géopolitique du monde arabe*, Paris : éditions Ellipses, 2005 (collection Carrefours; 2^{ème} édition mise à jour).
- ✚ SELIER Jean, et SELIER André. *Atlas des Peuples d'Orient : Moyen-Orient, Caucase, Asie Centrale*, La Découverte p83

Sites Web :

- ✚ The White House. *George W. Bush*. En ligne.
 - <http://www.whitehouse.gov/about/presidents/georgewbush>
 - Consulté le 13/12/09.
- ✚ BBC News. *Bush : War on terror 'like WWII'*. En ligne.
 - <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/3771401.stm>
 - Consulté le 13/12/09.

- ✚ Le Figaro. *Yémen/USA : accord de coopération*. En ligne.
 - <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/11/11/01011-20091111FILWWW00474-yemenaccord-de-cooperation-avec-les-usa.php>
 - Consulté le 12/12/09.

- ✚ George MALBRUNOT. « Le Yémen, nouvelle base arrière d'Al-Qaïda ». *Le Figaro*.
 - Mis en ligne le 1^{er} Juin 2009.
 - <http://www.lefigaro.fr/international/2009/06/01/01003-20090601ARTFIG00226-le-yemen-nouvelle-base-arriere-d-al-qaida-.php>
 - Consulté le 10/12/09.

- ✚ C.J. « Yémen : un attentat vise l'ambassade américaine ». *Le Figaro*.
 - Mis en ligne le 17 Septembre 2009.
 - <http://www.lefigaro.fr/international/2008/09/17/01003-20080917ARTFIG00500-yemen-un-attentat-vise-l-ambassade-americaine-.php>
 - Consulté le 10/12/09.

- ✚ Le Figaro. Total boucle un financement géant pour un projet au Yémen. En ligne.
 - <http://www.lefigaro.fr/societes-francaises/2008/05/20/04010-20080520ARTFIG00416-total-boucle-un-financement-geant-pour-un-projet-au-yemen.php>
 - Consulté le 09/12/09.

- ✚ Pierre BERNIN. « Les guerres cachées du Yémen ». *Le monde diplomatique*.
 - Mis en ligne en Octobre 2009.
 - <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/10/BERNIN/18194>
 - Consulté le 12/12/09.

- ✚ Alexandra DE HOOP SCHEFFER. « La 'Smart Diplomacy' à l'épreuve de l'Iran ». *Ceri – Science Po*.
 - Mis en ligne en Octobre 2009.
 - http://www.ceri-sciences-po.org/archive/2009/octobre/art_ahs.pdf
 - Consulté le 02/12/09.

- ✚ France Diplomatie. *Yémen : incursions sur le territoire saoudien de la rébellion houthiste*. En ligne.
 - http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/yemen_426/france-yemen_1256/presentation_5022/yemen-incursions-sur-territoire-saoudien-rebellion-houthiste-09.11.09_77715.html
 - Consulté le 11/12/09.

- ✚ Gérard-François DUMONT. « L'impossible neutralité iranienne ». *Diploweb*.
 - Mis en ligne le 16 Mai 2009.
 - <http://www.diploweb.com/L-Iran-et-le-croissant-chiite.html>
 - Consulté le 01/12/09.

- ✚ Le Monde. *Afghanistan : Obama annonce plus de troupes et un calendrier de retrait*. En ligne.
 - http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/12/02/afghanistan-obama-promet-plus-de-troupes-et-un-calendrier-de-retrait_1274778_3222.html
 - Consulté le 04/12/09.

- ✚ Jomhuri ISLAMI. « Défendre les Chiites coûte que coûte ». *Courrier International*.
 - Mis en ligne le 19/11/09.
 - <http://www.courrierinternational.com/article/2009/11/19/defendre-les-chiites-coute-que-coute>
 - Consulté le 04/12/09.

- ✚ Grégory D. JOHNSEN. « Le régime brouille les pistes pour gagner la guerre ». *Courrier International*.
 - Mis en ligne le 19 Novembre 2009.
 - <http://www.courrierinternational.com/article/2009/11/19/le-regime-brouille-les-pistes-pour-gagner-la-guerre>
 - Consulté le 04/12/09.

- ✚ Meir JAVEDANFAR. « Is Iran dropping Russia for Turkey? ». *The Guardian*.
 - Mis en ligne le 17 Novembre 2009.
 - <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/nov/17/iran-russia-turkey-khamenei-erdogan>
 - Consulté le 29/11/09.

- ✚ Laurent BONNEFOY. « Yémen : Le Nord en guerre ». *Ceri – Science Po*.
 - Mis en ligne en Octobre 2009.
 - http://www.ceri-sciences-po.org/archive/2009/octobre/art_lb.pdf
 - Consulté le 29/11/09.

- ✚ Ariel FARRAR-WELLMAN. « Yemen-Iran foreign relations ». *Irantracker*.
 - Mis en ligne le 2 Décembre 2009.
 - <http://www.irantracker.org/foreign-relations/yemen-iran-foreign-relations>
 - Consulté le 22/11/09.

- ✚ Khaled ASMAR. « Arabie Saoudite-Iran : vers le début d'une nouvelle guerre ? Les accrochages se multiplient à la frontière avec le Yémen ». *Mediarabe*.
 - Mis en ligne le 6 Novembre 2009.
 - <http://www.mediarabe.info/spip.php?article1763>
 - Consulté le 02/11/09.

- ✚ Affaires stratégiques. *Le Yémen, théâtre d'une guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie Saoudite*. En ligne.
 - <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article2422>
 - Consulté le 20/11/09.

- ✚ Mohammed AL-GHABERI. « Yemen... Legacy of Sick Man and Powerless Progeny ». *Yemen Post*.
 - Mis en ligne le 5 Janvier 2009.
 - <http://www.yemenpost.net/62/Reports/20081.htm>
 - Consulté le 12/11/09.

- ✚ Prasanta KUMAR PRADHAN. « Houthis and external intervention in Yemen ». *Institute for Defence Studies & Analyses*.
 - Mis en ligne le 25 Novembre 2009.
 - http://www.idsa.in/idsacomments/HouthisandexternalinterventioninYemen_pkpradhan_251109
 - Consulté le 05/11/09.

- ✚ Jane NOVAK. « The presence of Iran in Yemen has helped it to have a real dominance in Iraq, Lebanon and Afghanistan ». *Armies of liberation*.
 - Mis en ligne le 4 Janvier 2009.
 - <http://armiesofliberation.com/archives/2009/01/04/the-presence-of-iran-in-yemen-has-helped-it-to-have-a-real-dominance-in-iraq/>
 - Consulté le 05/12/09.

- ✚ BBC News. *Time line: Al-Qaeda*. En ligne.
 - http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/7546355.stm
 - Consulté le 03/12/09.

- ✚ BBC News. *Who is Osama Bin Laden?* En ligne.
 - http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/1551100.stm
 - Consulté le 03/12/09.

- ✚ BBC News. *Profile: Barack Obama*. En ligne.
 - <http://news.bbc.co.uk/2/hi/3936013.stm>
 - Consulté le 03/12/09.

- ✚ BBC News. *Air strike 'kills 70 civilians' in Yemen*. En ligne.
 - http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8411726.stm
 - Consulté le 14/12/09.

- ✚ BBC News. *Saudi 'renew Yemen bombing'*. En ligne.
 - http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8360015.stm
 - Consulté le 19/11/09.

- ✚ BBC News. *UN calls for Yemen investigation*. En ligne.
 - http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8264110.stm
 - Consulté le 02/11/09.

- ✚ Muhammad HUMAIDAN. « Wounded Saudi soldiers found in Yemen: report ». *Arab News*.
 - Mis en ligne le 29 Novembre 2009.
 - <http://www.arabnews.com/?page=1§ion=0&article=128920&d=29&m=11&y=2009>
 - Consulté le 09/11/09.

- ✚ Muhammad HUMAIDAN. « Yemeni infiltrators to be tried ». *Arab News*.
 - Mis en ligne le 16 Novembre 2009.
 - <http://www.arabnews.com/?page=1§ion=0&article=128487&d=16&m=11&y=2009>
 - Consulté le 19/11/09.

- ✚ Muhammad HUMAIDAN. « Border secure against incursions ». *Arab News*.
 - Mis en ligne le 11 Novembre 2009.
 - <http://www.arabnews.com/?page=1§ion=0&article=128345&d=11&m=11&y=2009>
 - Consulté le 20/11/09.

- ✚ Fatima SIDIYA. « Yemen rebel attack flayed ». *Arab News*.
 - Mis en ligne le 6 Novembre 2009.
 - <http://www.arabnews.com/?page=1§ion=0&article=128135&d=6&m=11&y=2009>
 - Consulté le 09/11/09.

- ✚ Reuters. *Yemen open to conditional talks with rebels: Qarubi*. En ligne.
 - <http://www.arabnews.com/?page=4§ion=0&article=127615&d=21&m=10&y=2009>
 - Consulté le 09/11/09.

- ✚ Nahla CHAHAL. *A deux doigts de la catastrophe*. En ligne.
 - Mis en ligne le 20 Août 2009.
 - <http://www.courrierinternational.com/article/2009/08/20/a-deux-doigts-de-la-catastrophe>
 - Consulté le 28/11/09.

- ✚ Sabanews. *Lancement de la 8^{ème} session du Comité ministériel yéméno-iranien à Sanaa*. En ligne.
 - <http://www.sabanews.net/ar/news176733.htm>
 - Consulté le 30/11/09.

- ✚ International relations and cooperation. *Indian Ocean Rim association for Regional Cooperation*. En ligne.
 - <http://www.dfa.gov.za/foreign/Multilateral/inter/iorarc.htm>
 - Consulté le 30/11/09.

- ✚ Encyclopédie Universalis. *Ligue arabe ou Ligue des Etats arabes*. En ligne.
 - http://www.universalis.fr/encyclopedie/MAP0002/LIGUE_ARABE.htm
 - Consulté le 30/11/09.

- ✚ Antoine BASBOUS. « Guerre par procuration au Yémen, un Etat failli ». *Le Monde*.
 - Mis en ligne le 24 Novembre 2009.
 - http://www.lemonde.fr/opinions/article_interactif/2009/11/24/guerre-par-procuration-au-yemen-un-etat-failli_1271577_3232.html
 - Consulté le 27/11/09.

- ✚ International Atomic Energy Agency. *The 'Atoms For Peace' Agency*. En ligne.
 - <http://www.iaea.org/About/index.html>
 - Consulté le 14/12/09.

- ✚ Organisation des Nations Unies. *A propos de l'ONU*. En ligne.
 - <http://www.un.org/fr/aboutun/index.shtml>
 - Consulté le 14/12/09.

- ✚ Total. *Présentation du groupe*. En ligne.
 - <http://www.total.com/fr/groupe/presentation-groupe-900009.html>
 - Consulté le 14/12/09.

- ✚ Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales. *Portail lexical*. En ligne.
 - <http://www.cnrtl.fr/definition/>
 - Consulté le 02/12/09.

- ✚ Larousse. *Dictionnaires*. En ligne.
 - <http://www.larousse.fr/dictionnaires>
 - Consulté le 02/12/09.

- ✚ Hachette Multimédia. *Yémen*. En ligne.
 - <http://www.hachette-multimedia.fr/web/index.phtml>
 - Consulté le 12/11/09.

- ✚ Arte VOD. *Le dessous des carte - Yémen*. En ligne.
 - <http://www.artevod.com/dessousdescartesyemen1;jsessionid=777377401001D23A732252240503CE5D.tc6v>
 - Consulté le 12/11/09.

- ✚ Courrier international. *Economie et Yémen au menu des pays du Golfe*. En ligne.
 - Mis en ligne le 14 Décembre 2009.
 - <http://www.courrierinternational.com/breve/2009/12/14/economie-et-yemen-au-menu-des-pays-du-golfe>
 - Consulté le 14/12/09.

- ✚ Islamic Republic News Agency. « Yemen supports Iran's Nuclear Program ». En ligne.
 - Mis en ligne le 14 Mai 2009.
 - <http://www.irna.ir/En/View/FullStory/?NewsId=487394&IdLanguage=3>
 - Consulté le 28/11/09.

- ✚ Fars News Agency. « Yemen strongly supports Iran's Nuclear Program ». En ligne.
 - Mis en ligne le 14 Mai 2009.
 - <http://english.farsnews.ir/newstext.php?nn=8802240474>
 - Consulté le 28/11/09.

- ✚ Mohammed Al-Kibsi. « Prior to Iranian's visit to Yemen, Iran supports Yemen's unity and stability ». *Yemen Observer*. En ligne.
 - Mis en ligne le 12 Mai 2009.
 - <http://www.yobserver.com/local-news/10016372.html>
 - Consulté le 28/11/09.

- ✚ Iran Focus. « Yemen seizes Iranian-made weapons in rebel caches ». En ligne.
 - Mis en ligne le 22 Août 2009.
 - <http://www.iranfocus.com/en/terrorism/yemen-seizes-iranian-made-weapons-in-rebel-caches-18560.html>
 - Consulté le 29/11/09.

- ✚ Ahmed Al-Haj. « Yemen seizes boat off coast, arrests 5 Iranians ». *The Seattle Times*. En ligne.
 - Mis en ligne le 28 Octobre 2009.
 - http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2010149540_apmlyemeniran.html?syndication=rss
 - Consulté le 29/11/09.

- ✚ Sudarsan Raghavan. « Yemen denounces Iran's interference ». *The Washington Post*. En ligne.
 - Mis en ligne le 12 Novembre 2009.
 - <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/11/11/AR2009111126674.html>
 - Consulté le 30/11/09.

- ✚ Almotamar. « President Saleh congratulates Ahmadinejad on his winning presidential elections ». En ligne.
 - Mis en ligne le 15 Juin 2009.
 - <http://www.almotamar.net/en/6351.htm>
 - Consulté le 30/11/09.

- ✚ Nasser Arrabyee. « No end in sight ». *Al-Ahram Weekly*. En ligne.
 - <http://weekly.ahram.org.eg/2009/962/re81.htm>
 - Consulté le 30/11/09.

- ✚ Raissa Kasolowsky. « Yemen points to Iranian backing for rebels ». *Reuters*. En ligne.
 - Mis en ligne le 18 Août 2009.
 - <http://www.reuters.com/article/idUSTRE57H5TK20090818>
 - Consulté le 29/11/09.

Annexes :

- **Annexe n°1** : L'Arabie Heureuse.



Source : Le dessous des cartes, ARTE

- **Annexe n°2** : La reine de Saba accompagnée du roi Salomon.



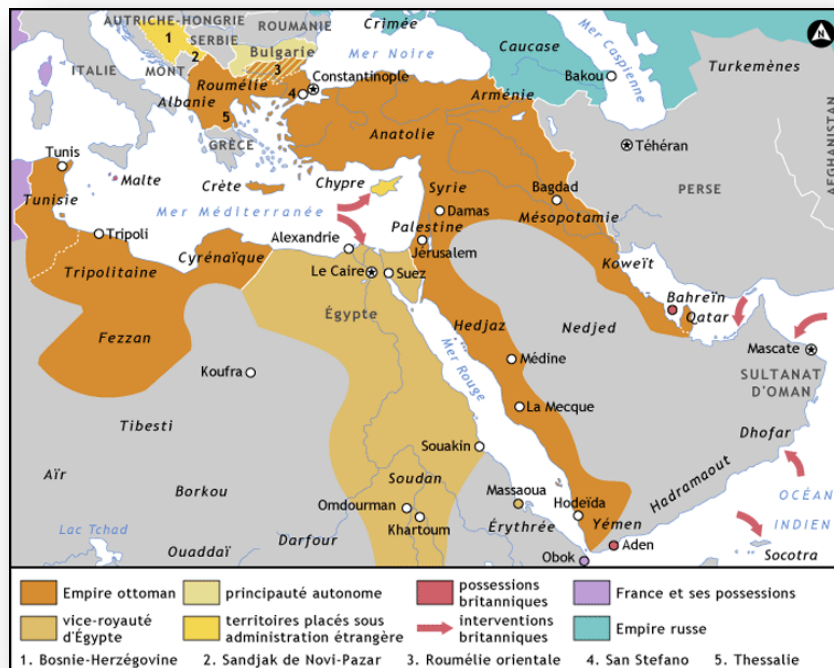
Source : Marc BOURICHE

- **Annexe n°3** : Répartition des communautés zaydites et sunnites au Yémen.



Source : Le dessous des cartes, ARTE

- **Annexe n°4** : L'Empire ottoman en 1878.



Source : www.atlas-historique.net

- **Annexe n°5** : La séparation du Yémen.



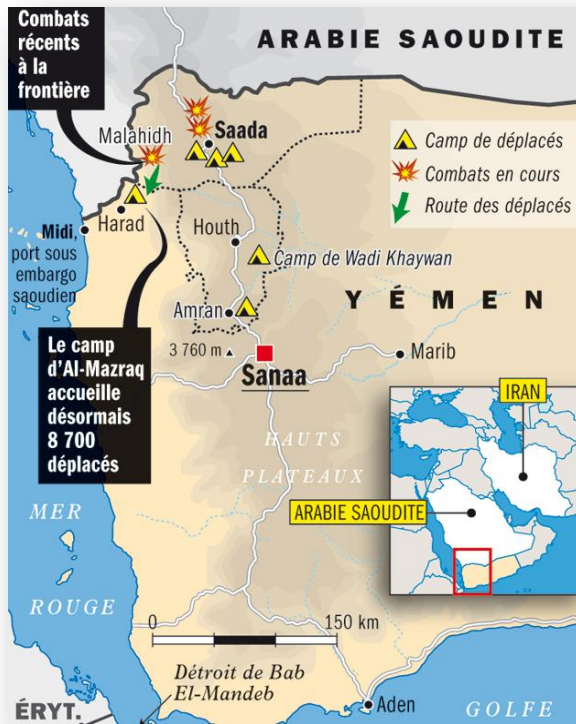
Source : Le dessous des cartes, ARTE

- **Annexe n°6** : Ouverture des routes commerciales grâce au canal de Suez.

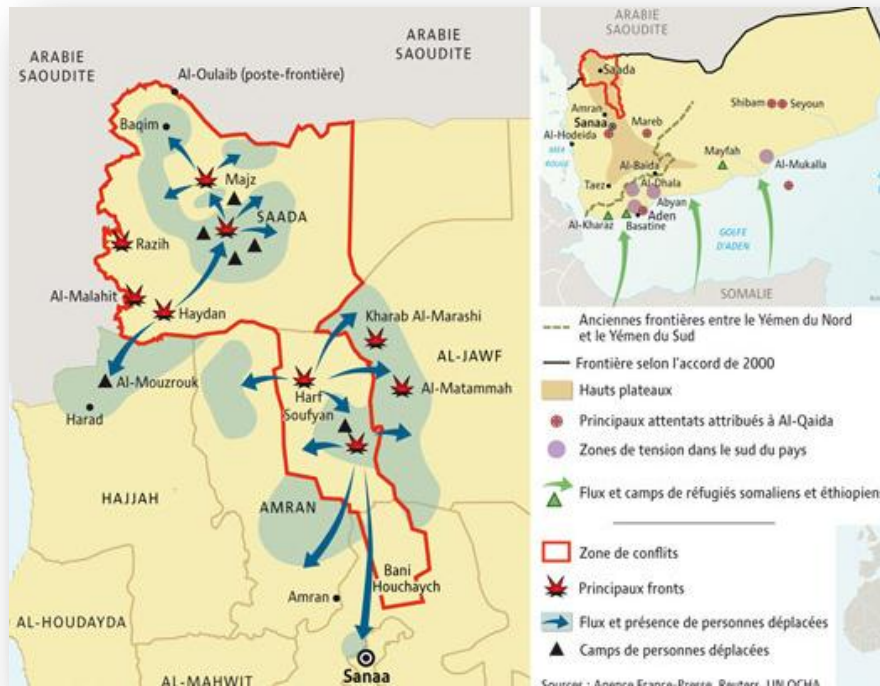


Source : Le dessous des cartes, ARTE

- **Annexe n°7 : Le conflit au Yémen.**



Source : IRIN, Courrier International



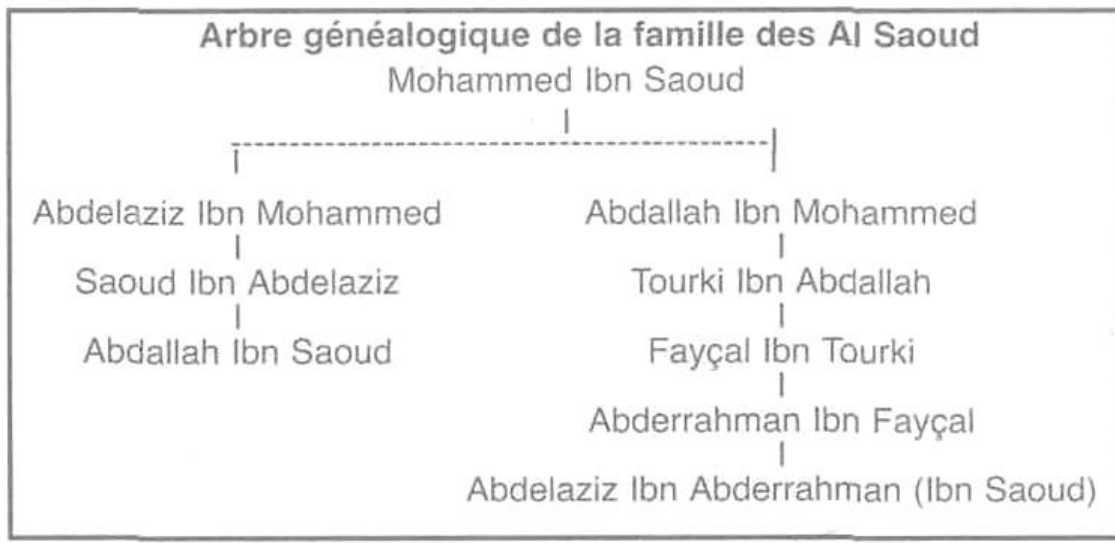
Sources : Agence France-Presse, Reuters, UN OCHA, UNHCR, PAM, The Economist.

- **Annexe n°8** : Camp de réfugiés d'Al-Mazraq au 9 Octobre 2009.



Source : Agence France Presse.

- **Annexe n°9** : Arbre généalogique de la famille AL SAOUD.

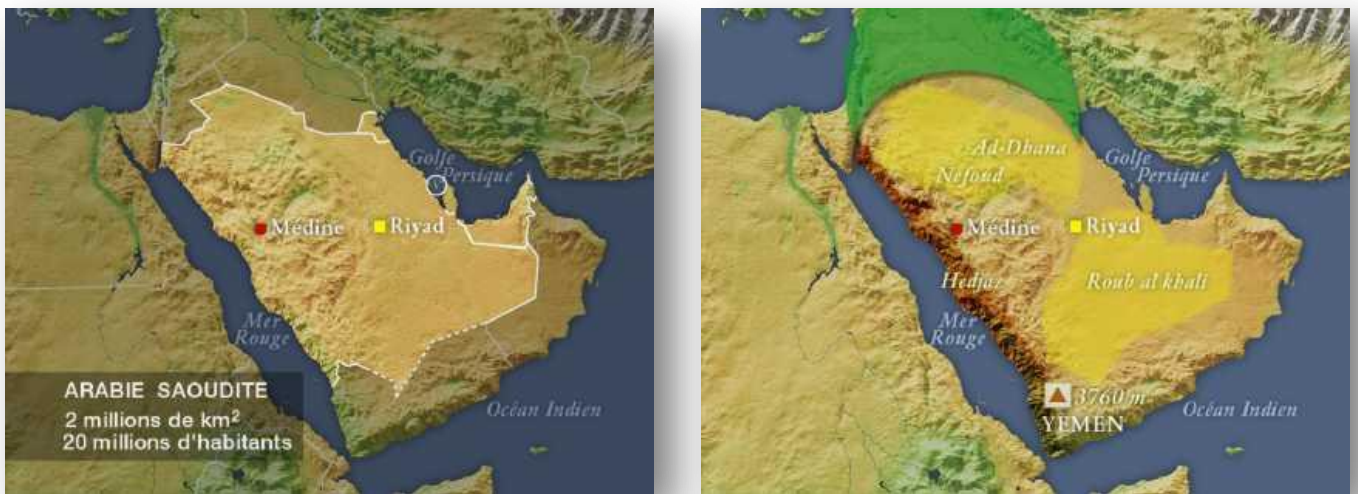


Source : DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006

- **Annexe n°10** : Traité frontalier entre le Yémen et l'Arabie Saoudite du 12 juin 2000.
- **Préambule** : Traité frontalier international signé le 12 juin 2000 entre le Yémen et l'Arabie Saoudite et renforçant les liens de fraternité qui unissent les deux peuples.
 - **Article 1** Les deux parties confirment leurs engagements et leur respect du traité de Taëf et de ses annexes, y compris des rapports établis sur les frontières communes. Elles confirment également leur engagement vis à vis du mémorandum d'entente signé à La Mecque au mois de février 1995.
 - **Article 2** La ligne de frontière définitive et permanente est fixée comme suit a) La première section va du point côtier situé sur la Mer Rouge RAS AL MIWAJ SHAMI sur l'estuaire appelé RADIF QIRAD dont les coordonnées sont 16.24.14.8 Nord et 42.46.19.7 Est, jusqu'au JEBEL THAR dont les coordonnées sont 44.21.58 Est et 17.26.00 Nord. On peut déterminer l'appartenance des villages situés sur le tracé de cette partie de la frontière en fonction de ce qui avait été déjà décidé par l'accord de Taëf et ses annexes, y compris leur appartenance tribale. Au cas où la ligne frontière traverserait un village, il serait tenu compte de l'ethnie de ses habitants et de son appartenance à l'une des deux parties, afin de modifier le tracé de la ligne. Les points fixant la frontière figurent dans l'annexe 1. b) La seconde section correspond à la partie de la frontière qui n'avait pas encore été tracée. Les deux parties se sont entendues pour tracer la frontière à l'amiable et en toute fraternité. Elle court du JEBEL THAR jusqu'au point d'intersection 52 Est/ 19 Nord. La liste des points précis figure dans l'annexe 2. c) La troisième section est constituée par les frontières maritimes et part de RAS AL MIWAJ SHAMI sur l'estuaire appelé RADIF QIRAD.
 - **Article 3** Le bornage de la frontière du point 52/19 à RAS AL MIWAJ SHAMI sera confié par les deux parties à une société internationale qui effectuera le travail pour l'ensemble des frontières terrestres et maritimes. Cette société, en collaboration avec une équipe conjointe yéméno-saoudienne, devra respecter rigoureusement les points fixés, leur écart et toutes les spécifications mentionnées dans le traité de Taëf. Il s'agit en effet de dispositions contraignantes engageant les deux parties contractantes.
La société internationale dressera des cartes détaillées de la frontière terrestre qui seront soumises pour approbation et ratification aux représentants des deux pays et ensuite officialisées. Les deux parties signeront un accord de financement relatif aux travaux de la société.
 - **Article 4** Les deux parties confirment et renouvellent leur engagement vis à vis de l'article cinq du traité de Taëf relatif à la démilitarisation d'une zone de 5 km de part et d'autre de la frontière, laquelle sera tracée conformément aux rapports annexés à l'accord de Taëf. En ce qui concerne la frontière non encore tracée entre le JEBEL THAR et le point 52/19, elle sera déterminée par le tableau 4 du présent traité (coordonnées des points).
 - **Article 5** Le traité prendra effet après sa ratification conformément aux institutions et procédures en vigueur auprès de chacune des parties contractantes et aussitôt après l'échange mutuel des éléments de ratification. Une nette amélioration des relations entre les deux pays est attendue à la suite de ce traité. S'il convient de ne pas faire preuve d'un optimisme excessif, la conclusion heureuse du contentieux territorial peut autoriser à terme le retour de travailleurs yéménites en Arabie saoudite et le développement de l'aide publique saoudienne au Yémen.

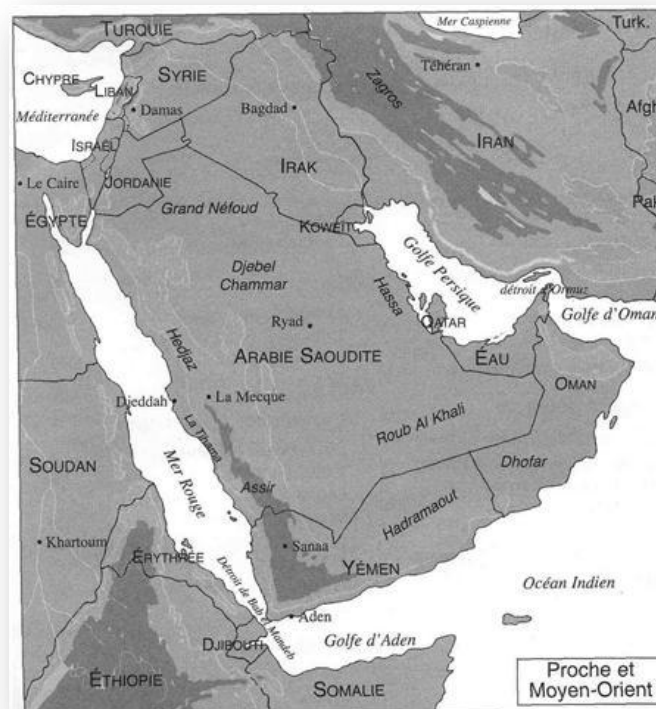
Source : www.senat.fr

- **Annexe n°11** : Les frontières politiques.



Source : La Sept ARTE

- **Annexe n°12** : Proche et Moyen-Orient.



Source : DA LAGE Olivier, *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Bruxelles : éditions Complexe, 2006. (p29)